



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Budget/Voranschlag 2013

Projet/Entwurf

Message du Conseil d'Etat
Botschaft des Staatsrates

Message concernant le projet de budget de l'Etat du Valais pour l'année 2013

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais
au
Grand Conseil

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de budget pour l'année 2013.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au budget de l'Etat pour l'année 2013 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 22 août 2012

La Présidente du Conseil d'Etat :
Esther Waeber-Kalbermatten
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Botschaft betreffend den Budgetentwurf 2013 des Staates Wallis

Der Staatsrat des Kantons Wallis
an den
Grossen Rat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen den Budgetentwurf des Staates Wallis für das Jahr 2013 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, das Budget 2013 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, den 22. August 2012

Die Präsidentin des Staatsrates :
Esther Waeber-Kalbermatten
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du budget 2013	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte d'investissement	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Indicateurs	8
• Contexte et perspectives	9
Situation économique générale	9
Perspectives économiques de la Suisse	10
Perspectives économiques du Valais	12
Finances du secteur public	13
• Elaboration du budget : lignes directrices	15
• Priorités d'action 2013 du Conseil d'Etat	16
Objectifs par domaine d'intervention	16
• Données financières	20
Charges d'exploitation	23
Revenus d'exploitation	28
Charges et revenus financiers	33
Charges et revenus extraordinaires	34
Compte d'investissement	35
• Projet de décision	38
• Annexes	39

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung des Budgets 2013	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Kennzahlen	8
• Umfeld und Perspektiven	9
Allgemeine Wirtschaftslage	9
Wirtschaftsprognosen für die Schweiz	10
Wirtschaftsprognosen für das Wallis	12
Finanzen der öffentlichen Hand	13
• Leitlinien für die Budgetearbeitung	15
• Prioritäten 2013 des Staatsrates	16
Ziele nach Sachbereichen	16
• Finanzdaten	20
Betrieblicher Aufwand	23
Betrieblicher Ertrag	28
Finanzaufwand und -ertrag	33
Ausserordentliche Aufwände und Erträge	34
Investitionsrechnung	35
• Beschlussentwurf	38
• Anhänge	39

Résumé

La situation économique générale est empreinte de fortes incertitudes liées, par exemple, à la problématique de la crise des dettes souveraines, mais aussi aux différents déséquilibres en terme de croissance entre les principales économies mondiales et aux incidences encore perceptibles de la crise 2008 dans le secteur financier notamment. L'économie suisse, présentant une robustesse réjouissante depuis 2008, s'inscrit dans ce contexte difficile et risqué. Les perspectives de croissance sont pour l'heure positives pour 2012 et 2013, mais sous réserve d'importantes hypothèses et de conditions.

Le budget 2013 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 6,4 mios et un excédent de financement de 0,7 mio. Il respecte ainsi l'exigence constitutionnelle et légale du frein aux dépenses et du frein à l'endettement et permet de garder une situation financière saine.

Le budget 2013 comprend la révision fiscale acceptée par le Grand Conseil en mai 2012 (allègements de 40 mios, dont 21,8 mios en 2013), ainsi que la nouvelle convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS avec une part pour le Valais de 26 millions (65 mios avant 2012). Le budget 2013 se caractérise aussi par la stabilisation des montants de la péréquation intercantonale, passant de 528,7 mios en 2012 à 529 mios en 2013.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,144 mrd et de charges de 3,137 mrd.

La marge d'autofinancement se monte à 177,8 mios. Le résultat permet de prévoir des amortissements supplémentaires de 23,7 mios.

Le compte d'investissement présente des dépenses brutes de 497 mios, couvertes à hauteur de 319,9 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 177,1 mios, soit 17,1 mios de plus que prévus dans la planification pluriannuelle 2012-2015. A relever que le subventionnement des investissements dans le domaine hospitalier, budgétisé à 25 mios et inclus dans les forfaits par cas (DRG), s'inscrit en plus de ce montant. Le Gouvernement poursuit ainsi son soutien à l'économie et l'emploi, même si le rythme des investissements semble moins soutenu que lors du budget 2012 ou du compte 2011. Rappelons également que l'Etat poursuivra en 2013, en sus du budget, la réalisation des investissements déjà préfinancés à hauteur de 45,6 mios à fin 2011.

Zusammenfassung

Die allgemeine Wirtschaftslage ist geprägt von grossen Unsicherheiten, namentlich in Zusammenhang mit der Staatsschuldenkrise, dem ungleichmässigen Wachstum der wichtigsten Wirtschaftsnationen und den immer noch spürbaren Nachwirkungen der Krise von 2008 im Finanzsektor. In diesem schwierigen und riskanten Umfeld behauptet sich die Schweizer Wirtschaft seit 2008 trotz allem erfreulicherweise gut. Die Wachstumsaussichten für 2012 und 2013 sind momentan positiv, allerdings mit grossen Vorbehalten.

Das Budget 2013 präsentiert positive Ergebnisse mit einem Ertragsüberschuss von 6,4 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 0,7 Mio. Franken. Die verfassungs- und gesetzmässigen Anforderungen der Ausgaben- und Schuldenbremse werden somit erfüllt. Der Kanton weist weiterhin eine gesunde Finanzsituation auf.

Das Budget 2013 berücksichtigt die vom Grosse Rat im Mai 2012 angenommene Steuerrevision (Steuererleichterungen von 40 Mio., davon 21,8 Mio. im 2013) und die neue Vereinbarung betreffend die Verteilung des Nationalbankgewinns (Walliser Anteil: 26 Mio. Franken gegenüber 65 Mio. Franken vor 2012). Ein weiteres Merkmal des Budgets 2013 ist die Stabilisierung des Betrags des interkantonalen Finanzausgleichs (2012: 528,7 Mio. Franken, 2013: 529 Mio. Franken).

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,144 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,137 Mrd. Franken aus.

Die Selbstfinanzierungsmarge beläuft sich auf 177,8 Mio. Franken. Dies ermöglicht zusätzliche Abschreibungen in der Höhe von 23,7 Mio. Franken.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 497 Mio. Franken und Einnahmen von 319,9 Mio. Franken aus. Die Nettoinvestitionen belaufen sich somit auf 177,1 Mio. Franken und liegen 17,1 Mio. Franken über dem in der Mehrjahresplanung 2012-2015 vorgesehenen Betrag. Es gilt darauf hinzuweisen, dass zu diesem Betrag die vorgesehenen Investitionssubventionen im Spitalbereich in der Höhe von 25 Mio. Franken hinzukommen, die in den DRG-Fallpauschalen eingeschlossen sind. Die Regierung setzt ihre Unterstützungsmassnahmen zugunsten der Wirtschaft und des Arbeitsmarktes also fort, auch wenn der Investitionsrhythmus im Vergleich zum Budget 2012 oder zur Rechnung 2011 etwas langsamer scheint. Ausserdem ist zu beachten, dass der Staat im Jahr 2013 – zusätzlich zum Budget – die Realisierung der Ende 2011 mit 45,6 Mio. Franken vorfinanzierten Investitionen weiter vorantreiben wird.

Structure du budget 2013

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le projet de budget, soumis au Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil.

Y sont présentés et commentés les perspectives économiques, les priorités du Conseil d'Etat pour l'année du budget, ainsi que les principaux résultats et statistiques financières.

Le compte administratif

Le projet de budget est présenté sous la forme de mandats de prestations politiques par unité organisationnelle conformément à l'article 26 de la LGCAF.

Y sont donc décrits, pour chaque mandat de prestations politique et de manière spécifique, les objectifs politiques à atteindre, les mesures prioritaires, les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation des objectifs, ainsi que les ressources financières et humaines en lien avec les objectifs et priorités fixés.

Le rapport spécial du Conseil d'Etat sur les augmentations supérieures à l'indice des prix à la consommation (IPC)

Le rapport spécial, concernant les augmentations de croissance annuelle supérieures à l'IPC dans les charges de personnel, les dépenses générales et les subventions de fonctionnement, est intégré au présent message, ainsi que dans les mandats de prestations politiques, en réponse à la motion de la Commission de gestion du Grand Conseil.

Les explications sur l'évolution de la croissance sont données dans chaque chapitre spécifique dans la partie «Données financières».

La planification intégrée pluriannuelle 2013-2016

Le projet de budget sera accompagné, pour la session de décembre du Grand Conseil, par le document relatif à la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2013-2016. Cet acte gouvernemental est soumis au Parlement pour prise de connaissance.

Cette planification est établie chaque année pour une durée de 4 ans et donne une vue d'ensemble des effets et des résultats à produire par l'Etat et son administration durant la période considérée. Son contenu et sa structure sont détaillés à l'article 24 de la LGCAF.

Gliederung des Budgets 2013

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften enthält der Budgetentwurf, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet.

Darin werden die Wirtschaftsprognosen, die Prioritäten des Staatsrates für das Budgetjahr sowie die wesentlichen Ergebnisse und Finanzstatistiken präsentiert und kommentiert.

Verwaltungsrechnung

Der Budgetentwurf wird in Form eines politischen Leistungsauftrags pro Organisationseinheit präsentiert, und zwar gemäss Artikel 26 FHG.

Darin werden für jeden politischen Leistungsauftrag die politischen Ziele, die prioritären Massnahmen, die Indikatoren, mit denen die Umsetzung der Ziele gemessen werden können sowie die Personal- und Finanzressourcen im Zusammenhang mit den Zielen und den festgelegten Prioritäten aufgeführt.

Spezialbericht des Staatsrates betreffend das über dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) liegende Wachstum

Der Spezialbericht betreffend das über dem LIK liegende Wachstum in den Bereichen des Personalaufwandes, des Sachaufwandes und der Beiträge der Laufenden Rechnung ist gemäss der Motion der Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates in der vorliegenden Botschaft wie auch in den politischen Leistungsaufträgen integriert.

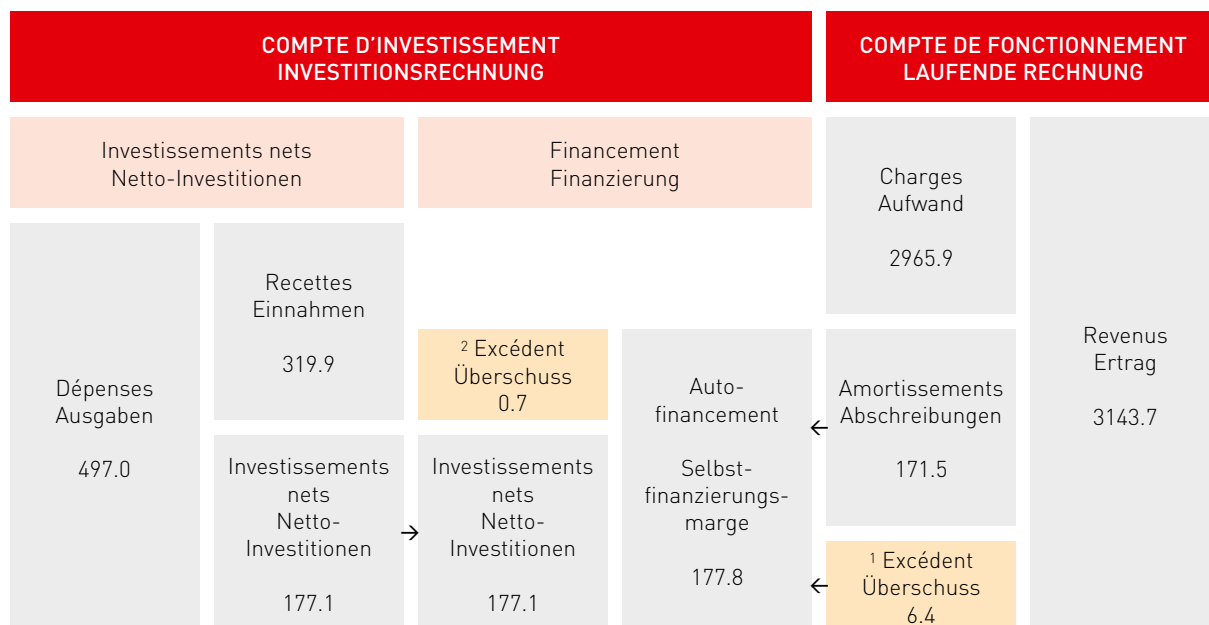
Erklärungen betreffend die Entwicklung der Zunahme werden in jedem spezifischen Kapitel unter «Finanzdaten» gegeben.

Integrierte Mehrjahresplanung 2013-2016

In der Dezembersession des Grossen Rates liegt dem Budgetentwurf das Dokument betreffend die integrierte Mehrjahresplanung (IMP) 2013-2016 bei. Die IMP wird dem Parlament zur Kenntnisnahme unterbreitet.

Diese Planung wird jedes Jahr für 4 Jahre erstellt und gibt einen Überblick über die Auswirkungen und Ergebnisse, die der Staat und seine Verwaltung während des betreffenden Zeitraumes erreichen wollen. Der Inhalt und die Struktur der IMP werden in Artikel 24 FHG geregelt.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'052.7	3'044.7	3'143.7	99.0	Ertrag
Charges	3'045.8	3'042.0	3'137.4	95.3	Aufwand
Excédent de revenus	6.9	2.7	6.4	3.6	Ertragsüberschuss
Compte d'investissement					Investitionsrechnung
Dépenses	532.2	540.9	497.0	-43.9	Ausgaben
Recettes	304.1	358.2	319.9	-38.4	Einnahmen
Investissements nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	6.9	2.7	6.4	3.7	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	261.8	181.8	171.5	-10.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	268.7	184.6	177.8	-6.7	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen
Excédent de financement	40.6	1.9	0.7	-1.2	Finanzierungsüberschuss
Degré d'autofinancement	117.8%	101.0%	100.4%	-0.6%	Selbstfinanzierungsgrad



¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses
² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse
² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'651.0	2'834.5	2'941.5	107.0	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	641.9	967.5	983.6	16.1	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	214.7	219.1	225.6	6.4	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	18.3	16.3	16.4	0.1	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	143.7	157.1	147.8	-9.4	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	71.0	96.6	100.7	4.1	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommag. à des collectivités publ.	93.4	94.5	96.8	2.3	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'280.4	1'125.0	1'204.5	79.5	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	117.5	120.5	121.1	0.6	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	70.1	38.0	45.2	7.2	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	2'845.5	2'837.1	2'954.1	117.0	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'238.7	1'233.0	1'259.2	26.2	40 Steuern
41 Patentes, concessions	107.2	40.5	68.3	27.8	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	224.3	193.6	200.2	6.5	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	692.6	685.6	692.1	6.5	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	124.5	106.6	112.0	5.4	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	323.7	438.7	460.5	21.8	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	117.5	120.5	121.1	0.6	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	16.9	18.6	40.8	22.2	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	194.5	2.5	12.6	10.0	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	20.2	36.6	35.6	-1.1	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	40.3	51.5	53.1	1.6	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	20.1	14.9	17.5	2.6	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	214.6	17.4	30.1	12.7	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	240.2	24.7	23.7	-1.0	Ausserordentliche Aufwände
33 Amortiss. du patrimoine administratif	118.1	24.7	23.7	-1.0	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	16.5	-	-	-	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	79.0	-	-	-	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des inv. ²	26.6	-	-	-	38 Einlagen Vorfinanzierung von Invest. ²
Revenus extraordinaires	32.5	10.0	-	-10.0	Ausserordentliche Erträge
46 Subventions acquises	11.4	-	-	-	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	-	10.0	-	-10.0	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements sur préfinancements des investissements ²	21.1	-	-	-	48 Entnahmen Vorfinanzierung von Investitionen ²
Résultat extraordinaire	-207.7	-14.7	-23.7	-9.0	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	6.9	2.7	6.4	3.7	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22

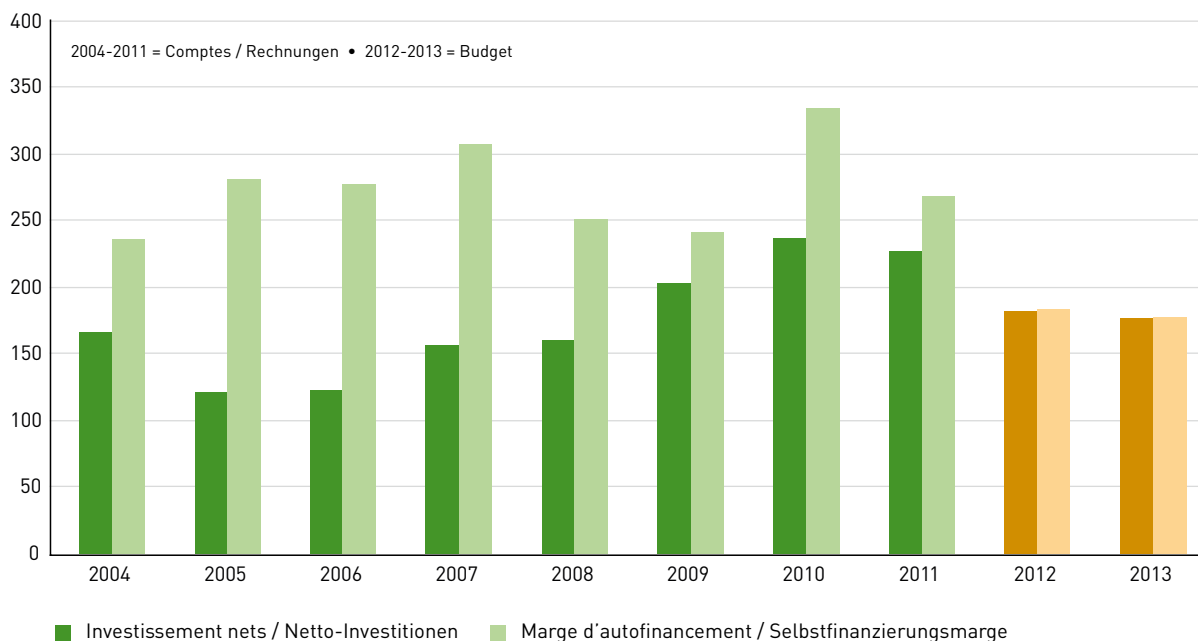
Compte d'investissement

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	108.1	99.1	95.1	-4.0	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	113.2	79.7	80.9	1.2	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	6.7	3.8	1.1	-2.7	Darlehen und dauernde Beteiligungen
Dépenses	532.2	540.9	497.0	-43.9	Ausgaben
50 Investissements propres	307.7	364.9	317.0	-47.9	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	51.2	45.3	43.0	-2.3	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	149.5	112.5	115.0	2.5	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.8	18.3	22.0	3.8	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	304.1	358.2	319.9	-38.4	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.4	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	44.5	41.5	41.9	0.4	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.4	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	235.0	298.3	255.8	-42.5	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.8	18.3	22.0	3.8	67 Durchlaufende Beiträge
Investissement nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



Indicateurs

Kennzahlen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2003	COMPTE RECHNUNG 2010	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus ¹	-10.1	72.1	6.9	2.7	6.4	Ertragsüberschuss ¹
Compte d'investissement						Investitionsrechnung
Investissements bruts	464.8	551.7	532.2	540.9	497.0	Brutto-Investitionen
Investissements nets	168.9	237.1	228.0	182.7	177.1	Netto-Investitionen
Proportion des investissements ²	21.7%	20.0%	18.4 %	17.5%	15.7%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	forte stark	forte stark	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	Investitionstätigkeit
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	201.2	334.8	268.7	184.6	177.8	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent de financement ³	32.3	97.6	40.6	1.9	0.7	Finanzierungsüberschuss ³
Degré d'autofinancement	119.1%	141.2%	117.8%	101.0%	100.4%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	847.2	1'145.9	1'238.7	1'233.0	1'259.2	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	561.2	739.4	773.9	818.0	816.0	Ertrags- und Kapitalsteuern
Autres impôts	87.7	137.5	147.0	133.7	151.1	Andere Steuern
198.4	268.9	317.7	281.2	292.1		
Endettement brut	2'742.5	1'907.2	1'939.8	2'427.2	2'776.8	Bruttoverschuldung
Endettement net	1'542.4	-147.4	-188.1	892.1	1'118.8	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	9'623	6'205	6'204	7'896	8'881	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	5'412	-480	-602	2'902	3'578	Nettoschuld (in Franken)
Eléments macro-économiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	-0.4%	2.8%	1.6%	1.2%	1.8%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.4%	4.3%	3.8%	3.8%	3.7%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Eléments macro-économiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁵	0.0%	3.0%	2.1%	1.5%	1.5%	Entwicklung des realen BIP ⁵
Taux de chômage moyen ⁵	3.7%	3.9%	3.1%	3.3%	3.4%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Renchérissment ⁵	0.6%	0.7%	0.2%	0.7%	0.5%	Teuerung ⁵

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement

⁴ Source : Créa

⁵ Sources : OFS, SICT et SECO (juin 2012)

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss

² Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss

⁴ Quelle : Créa

⁵ Quellen : BFS, DIHA und SECO (Juni 2012).

Contexte et perspectives

Le budget 2013 s'inscrit dans le contexte et les perspectives économiques existants au 1^{er} semestre 2012 et présentés ci-après.

Situation économique générale

Comme le mentionne le Fonds monétaire international (FMI) en avril de cette année, les perspectives économiques mondiales progressent, mais restent entachées de forts risques et incertitudes. Si les pays dits «avancés» devaient voir leur croissance économique limitée à 2% en 2013, celle des pays «émergents et en développement» devrait s'élever à près de 6%. Sur cette base, la croissance mondiale devrait avoisiner les 4%. Ces résultats restent toutefois fragiles et soumis à de fortes incertitudes et conditions :

- à l'instar de ces dernières années, l'économie mondiale est caractérisée par de considérables différences de croissance entre les diverses économies du monde. Alors que les pays émergents restent les moteurs de la croissance mondiale, même si certains d'eux, tels que la Chine, voient leur économie ralentir, le contexte est plus difficile pour les Etats-Unis et, en particulier, pour les pays européens. Ces différences restent préoccupantes dans la mesure où elles peuvent créer de forts déséquilibres entre les différentes régions du monde ;
- suite à la crise de 2008, le secteur financier de plusieurs pays et, en particulier, des pays dits «avancés» doit faire l'objet d'un assainissement, d'une recapitalisation et de réformes structurelles. L'ensemble de ces mesures nécessaires ralentira cependant la croissance économique de ces pays ;
- les déséquilibres budgétaires devront être corrigés à moyen terme. La question reste de savoir à quel moment et de quelle ampleur ces corrections devront être réalisées, dans la mesure où ces ajustements budgétaires auront inévitablement des impacts sur l'économie réelle des pays concernés, freinant également leur croissance ;
- la crise des dettes souveraines, celle de la zone euro en particulier, devra être progressivement résolue. Les mesures structurelles annoncées ces dernières semaines sont réjouissantes, d'autres sont attendues faute de quoi la situation pourrait s'aggraver, et la croissance mondiale être remise en question.

Umfeld und Perspektiven

Das Budget 2013 stützt sich auf die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen und Aussichten des ersten Halbjahres 2012, die nachfolgend präsentiert werden.

Allgemeine Wirtschaftslage

Gemäss Einschätzung des Internationalen Währungsfonds (IWF) vom April 2012 werden die Aussichten für die Weltwirtschaft zwar besser, es gibt jedoch viele Risiken und Unsicherheiten. Das Wachstum dürfte demnach im Jahr 2013 in den Industrieländern bei 2% liegen, während es in den Schwellen- und Entwicklungsländern auf fast 6% geschätzt wird. Weltweit würde dies ein Wachstum von rund 4% bedeuten. Diese Prognosen sind aufgrund der vielen Unwägbarkeiten allerdings mit Vorsicht zu betrachten:

- In den letzten Jahren war die Weltwirtschaft stets von grossen Wachstumsunterschieden zwischen den einzelnen Nationen geprägt. Die Schwellenländer bleiben der Wachstumsmotor der Weltwirtschaft, auch wenn dieser in gewissen Ländern wie beispielsweise China langsamer läuft. Die USA und insbesondere die europäischen Staaten sehen sich hingegen mit einem schwierigeren Umfeld konfrontiert. Diese Unterschiede sind besorgniserregend, da sie zu grossen Ungleichmässigkeiten zwischen den verschiedenen Regionen der Welt führen können.
- Aufgrund der Krise von 2008 muss der Finanzsektor in mehreren Ländern – insbesondere in zahlreichen Industrieländern – saniert, rekapitalisiert und strukturellen Reformen unterzogen werden. Diese notwendigen Massnahmen verlangsamen allerdings das Wirtschaftswachstum der betreffenden Länder.
- Die Budgets müssen mittelfristig wieder ins Lot gebracht werden. Es stellt sich die Frage, wann und in welchem Umfang dies geschehen wird, da sich solche budgetären Anpassungen zweifelsohne auf die Realwirtschaft der betreffenden Länder auswirken und deren Wachstum bremsen werden.
- Man muss schrittweise den Weg aus der Staatsschuldenkrise finden, insbesondere im Euro-Raum. Die in den letzten Wochen angekündigten strukturellen Massnahmen sind zwar erfreulich, es müssen jedoch noch weitere folgen, ansonsten könnte sich die Situation verschlechtern und das Weltwirtschaftswachstum gefährdet sein.

Perspectives économiques de la Suisse

Inscrite dans un contexte difficile, fluctuant et incertain, l'évolution conjoncturelle suisse demeure, comme l'indiquent les principaux instituts conjoncturels, réjouissante en comparaison internationale.

Croissance

Comme indiqué dans le compte 2011 et en particulier dans le message du Conseil d'Etat, l'année 2011 s'est caractérisée par une évolution conjoncturelle assez favorable globalement et en comparaison internationale, malgré un ralentissement marqué en fin d'année et les conséquences importantes de la cherté du franc sur certaines branches de notre économie nationale et cantonale.

Le groupe d'experts du SECO prévoit pour l'heure (prévisions de juin 2012) une croissance du PIB de l'ordre de 1,4%. Ces prévisions ont été rehaussées, ce même groupe d'experts prévoyait en effet, en mars 2012, une croissance du PIB de 0,8% et, en décembre 2011, une croissance de 0,5% pour 2012. Cette révision de la croissance s'explique par des perspectives conjoncturelles mondiales meilleures que celles de l'hiver dernier, mais également par la situation actuelle de l'économie suisse, caractérisée notamment par un marché intérieur (consommation privée et investissements dans la construction) et un secteur des exportations encore robustes.

Pour 2013, ce même groupe d'experts prévoit une croissance de 1,5% partant notamment de l'hypothèse d'une reprise de la demande étrangère et ses incidences positives sur les exportations suisses.

Consommation, investissements, exportations

Malgré un contexte économique défavorable (demande étrangère à la baisse, situation du franc suisse, ...), l'économie suisse a comme mentionné précédemment bien résisté. Une des raisons de la bonne tenue de l'économie suisse est la robustesse de la demande intérieure, de la consommation privée. L'évolution des salaires réels, le recul des prix à la consommation mais également l'immigration de personnel qualifié peuvent, selon le SECO, expliquer cette situation, qui devrait persister durant les prochains mois.

Dans le domaine de la construction, les perspectives pour les prochains mois restent soutenues et ce, grâce à des conditions cadres favorables (taux d'intérêt historiquement bas, croissance démographique).

Dans la même tendance que les secteurs mentionnés ci-dessus, les exportations ont bien résisté aux conditions cadres actuelles (franc fort, baisse de la demande de certains pays, ...). Ce phénomène réjouissant, constaté ces dernières années, peut

Wirtschaftsprognosen für die Schweiz

Gemäss den wichtigsten Konjunkturinstituten dürfte sich die Schweizer Konjunktur trotz des schwierigen und ungewissen Umfelds im internationalen Vergleich erfreulich entwickeln.

Wachstum

Wie aus der Rechnung 2011 und insbesondere aus der Botschaft des Staatsrates hervorgeht, war die Konjunktorentwicklung 2011 trotz der markanten Abschwächung gegen Ende des Jahres und der weitreichenden Auswirkungen der Frankenstärke auf einige Branchen unserer nationalen und kantonalen Wirtschaft im internationalen Vergleich insgesamt recht gut.

Die Expertengruppe des SECO rechnet für 2012 gemäss neuester Prognose (Juni 2012) mit einem BIP-Wachstum von 1,4%. Sie hat somit ihre früheren Prognosen vom Dezember 2011 (0,5%) und März 2012 (0,8%) nach oben korrigiert, dies aufgrund der besseren globalen Konjunkturaussichten als noch im letzten Winter, aber auch angesichts der aktuellen wirtschaftlichen Situation der Schweiz, die namentlich durch einen robusten Binnenmarkt (privater Konsum und Bauinvestitionen) und einen relativ widerstandsfähigen Exportsektor gekennzeichnet ist.

Für 2013 rechnet die Expertengruppe des SECO mit einem Wachstum von 1,5%, wobei sie von einer Zunahme der Auslandnachfrage und entsprechend positiven Auswirkungen auf die Schweizer Exportwirtschaft ausgeht.

Konsum, Investitionen, Exporte

Wie bereits erwähnt, schlägt sich die Schweizer Wirtschaft trotz der schwierigen Umstände (niedrige Auslandnachfrage, Frankenstärke usw.) gut. Ein Grund dafür ist die Stabilität der Inlandnachfrage und des privaten Konsums. Laut SECO dürfte diese Situation dank der Entwicklung der Reallöhne und des Rückgangs der Konsumentenpreise, aber auch angesichts der Zuwanderung von qualifiziertem Personal in den nächsten Monaten anhalten.

Im Bausektor sind die Aussichten für die nächsten Monate dank günstiger Rahmenbedingungen (historisch tiefe Zinsen, wachsende Bevölkerung) ebenfalls gut.

Wie die obgenannten Bereiche kam auch die Exportwirtschaft relativ gut mit den schwierigen Umständen (Frankenstärke, sinkende Nachfrage gewisser Länder usw.) zurecht. Dieses erfreuliche Phänomen, das in den letzten Jahren immer wie-

s'expliquer par la diversité des débouchés et la haute valeur ajoutée des produits et services offerts par nos exportateurs. Néanmoins, l'évolution de la demande étrangère et de la monnaie nationale, notamment, influence progressivement à la baisse nos exportations.

Emploi / chômage

L'évolution du marché du travail de ces derniers mois est positive. Les emplois en équivalent pleintemps ont progressé. Le taux de chômage moyen (désaisonnalisé) n'a que peu augmenté depuis la fin 2011. Selon les prévisions du SECO de mars 2012, ce dernier devrait cependant se situer à près de 3,4% pour 2012 et à 3,7% pour 2013. L'incertitude conjoncturelle actuelle, liée notamment au niveau de la dette européenne, mais aussi américaine, devrait en effet influencer quelque peu à la hausse le chômage durant les prochains mois.

Inflation, taux d'intérêt et cours de change

Conformément à l'appréciation de la situation de la politique monétaire de mars 2012, la Banque Nationale Suisse (BNS) poursuit sa politique monétaire expansionniste et laisse inchangée la marge de fluctuation du Libor à 3 mois à 0%-0,25%. De même, elle confirme sa volonté de maintenir le cours plancher du franc suisse à 1,20 franc pour un euro et ce, afin de lutter contre la cherté et la fermeté de la monnaie nationale.

Au niveau de l'inflation, les prévisions conditionnelles de la BNS ont été revues à la baisse par rapport à celles de décembre 2011, écartant tout risque d'inflation pour les prochains mois. De son côté, le SECO prévoyait en décembre 2011 un faible renchérissement pour l'année 2013, à hauteur de 0,3%.

der festgestellt wurde, ist wohl auf die Diversität der Absatzmärkte und die hohe Wertschöpfung der Produkte und Dienstleistungen unserer Exporteure zurückzuführen. Dies darf jedoch nicht darüber hinwegtäuschen, dass der Rückgang der Auslandsnachfrage und die Entwicklung unserer Währung schrittweise zu einer Abnahme der Exporte führen.

Beschäftigung / Arbeitslosigkeit

Der Arbeitsmarkt hat sich in den letzten Monaten positiv entwickelt. Die Zahl der Stellen (ausgedrückt in Vollzeitstellen) hat zugenommen. Die saisonbereinigte durchschnittliche Arbeitslosenquote ist seit Ende 2011 nur leicht gestiegen und dürfte gemäss Einschätzung des SECO vom März 2012 bei ca. 3,4% im Jahr 2012 und 3,7% im Jahr 2013 liegen. Die momentan unsichere Konjunkturlage, insbesondere in Zusammenhang mit der Schuldensituation in Europa aber auch in Amerika, dürfte die Arbeitslosenquote in den nächsten Monaten etwas ansteigen lassen.

Inflation, Zinssätze und Wechselkurs

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) setzt gemäss ihrer geldpolitischen Lagebeurteilung vom März 2012 weiterhin auf eine expansive Geldpolitik und belässt das Zielband für den Dreimonats-Libor unverändert bei 0%-0,25%. Ausserdem bekräftigte sie ihren Willen, den Mindestkurs von 1.20 Franken pro 1 Euro weiterhin durchzusetzen, um gegen die Frankenstärke anzukämpfen.

Die SNB hat in ihren bedingten Prognosen das Inflationsrisiko gegenüber Dezember 2011 herabgestuft und rechnet mit keiner Inflation in den nächsten Monaten. Das SECO rechnete seinerseits im Dezember 2011 mit einer leichten Teuerung von 0,3% für das Jahr 2013.

Perspectives économiques du Valais

Sur la base de l'évolution de l'indicateur de la Banque Cantonale du Valais (BCV) élaboré avec l'institut bâlois BAK, l'économie valaisanne semble se contracter ces derniers mois dans la suite d'une fin d'année 2011 plus difficile. Au vu de l'évolution des principaux secteurs économiques présentés ci-après, on peut s'attendre à une croissance 2012 quelque peu inférieure à celle de la Suisse - qui pourrait se compenser en 2013 si les exportations suisses se raffermissaient.

Principaux secteurs économiques

Globalement, les exportations ne présentent pas la même progression que celles du début de l'année 2011. Branche par branche, on observe que l'industrie chimique et pharmaceutique évolue à la hausse durant ce premier semestre, alors que l'industrie métallurgique ainsi que l'industrie des machines et de l'électronique présentent des taux de croissance négatifs pour la même période. Ces constats sont identiques au niveau suisse.

Comme mentionné dans le message du Conseil d'Etat relatif au compte 2011, le secteur de la construction a joué un rôle sensible au niveau de l'évolution conjoncturelle qu'a connue le canton l'année dernière. Au vu de l'acceptation par le peuple suisse de l'initiative «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires» le 11 mars dernier et de l'incertitude actuelle quant à son entrée en vigueur notamment, les perspectives actuelles de ce secteur risquent d'être revues à la baisse.

Après avoir connu un hiver difficile (recul des nuitées hôtelières entre novembre 2011 et avril 2012 de 6,9%), le tourisme valaisan semble continuer à souffrir en cette première moitié d'année. Le Canton du Valais enregistre une baisse de près de 150'000 nuitées sur les 6 premiers mois de l'année, confirmant le taux de 6,9%, comme l'ensemble des régions touristiques de montagne, et ce, au contraire de l'activité touristique dans les villes.

Perspectives pour 2012 et 2013

Les perspectives pour l'économie valaisanne, comme celles de la Suisse, restent encore positives mais très incertaines et susceptibles d'être péjorées au vu du résultat de l'initiative «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires» et de ses conséquences. La cherté du franc suisse, la morosité de la demande étrangère, notamment, pèseront sur le taux de croissance de la Suisse et du canton.

Wirtschaftsprognosen für das Wallis

Der gemeinsam mit dem Institut BAK BASEL erarbeitete Indikator der Walliser Kantonalbank (WKB) zeigt, dass sich die Walliser Wirtschaft im Zuge des schwierigen Jahresausklangs 2011 in den letzten Monaten tendenziell rückläufig entwickelt hat. Aufgrund der nachstehenden Betrachtung der wichtigsten Wirtschaftszweige ist im Wallis für 2012 eine etwas niedrigere Wachstumsentwicklung zu erwarten als gesamtschweizerisch, wobei sich dies im Jahr 2013 wieder etwas kompensieren dürfte, wenn sich die Schweizer Exporte stabilisieren.

Wichtigste Wirtschaftszweige

Allgemein haben die Exporte nicht im selben Masse zugenommen wie noch zu Beginn des Jahres 2011. Die chemische und pharmazeutische Industrie konnten im ersten Halbjahr zwar zulegen, bei der Metall-, Maschinen- und Elektronikindustrie zeigt sich im selben Zeitraum jedoch ein negatives Wachstum. Diese Feststellungen stimmen mit der gesamtschweizerischen Entwicklung überein.

Wie bereits in der Botschaft des Staatsrates zur Rechnung 2011 erwähnt, war der Bausektor im letzten Jahr eine wichtige Stütze für die Walliser Konjunktorentwicklung. Angesichts der am 11. März 2012 angenommenen Volksinitiative «Schluss mit dem uferlosen Bau von Zweitwohnungen» und der Unsicherheiten bezüglich des Inkrafttretens der entsprechenden Bestimmungen sind die Aussichten im Bausektor getrübt.

Der Walliser Tourismus scheint sich nach einem schwierigen Winter (Rückgang der Hotelübernachtungen von 6,9% zwischen November 2011 und April 2012) auch in der ersten Jahreshälfte 2012 nicht zu erholen. Die Übernachtungen gingen in den ersten 6 Monaten dieses Jahres um fast 150'000 zurück, was 6,9% entspricht. Diese Entwicklung lässt sich in sämtlichen Bergtourismus-Regionen feststellen, nicht jedoch in den Städten.

Prognosen 2012 und 2013

Die Aussichten für die Walliser Wirtschaft bleiben – wie auch diejenigen der gesamten Schweiz – noch im positiven Bereich, sind jedoch mit grossen Unsicherheiten behaftet und dürften sich aufgrund der Auswirkungen der angenommenen Zweitwohnungsinitiative verschlechtern. Der starke Franken und die flauere Auslandnachfrage lasten ebenfalls auf der Wachstumsrate der Schweiz und des Kantons.

Finances du secteur public

En comparaison internationale, la situation financière du secteur public de la Suisse est excellente. Alors que l'ensemble des administrations publiques suisses présentent globalement des résultats positifs pour l'année 2011, des pays comme les Etats-Unis, le Japon, ainsi que les principaux pays européens, présentent des résultats négatifs. Au niveau du taux d'endettement (selon les critères de Maastricht), la situation de la Suisse, présentant un taux inférieur à 40% du PIB selon les dernières estimations, est également très favorable. La plupart des pays représentant les premières puissances économiques mondiales (hormis la Chine) enregistrent des taux bien plus élevés (au-dessus des 60%).

Cependant, la crise économique et financière de 2008 n'est pas encore résolue, avec notamment la crise des dettes souveraines, la cherté du franc, etc. Suivant l'évolution des différentes considérations énoncées dans le cadre du point précédent relatif à l'évolution économique générale notamment, la situation financière du secteur public, pour l'heure favorable, peut très vite évoluer.

Finances de la Confédération

La Confédération a affiché pour 2011 un solde de financement ordinaire de 1,9 mrd de francs, alors qu'un déficit de 0,6 mrd était budgétisé.

Le budget 2013 présente un solde de financement négatif de 0,4 mrd, les recettes s'élevant à 64,5 mrd et les dépenses, à 64,9 mrd. Le frein à l'endettement – qui vise l'équilibre budgétaire de la Confédération sur un cycle conjoncturel entier – permet en fait des dépenses plus élevées de l'ordre de 0,1 mrd, ce qui fait que le budget 2013 présente un excédent structurel de 0,1 mrd.

Par rapport au budget précédent, les recettes augmentent de 0,6% alors que les dépenses évoluent de 1,1%. Plus en détail, l'impôt anticipé, l'impôt fédéral direct et la taxe sur la valeur ajoutée affichent des tendances à la hausse. Les droits de timbre, ainsi que les recettes non fiscales, présentent quant à eux des évolutions négatives. Du côté des charges, l'évolution faible de ces dernières s'explique notamment par le faible taux d'inflation et la baisse des intérêts de la dette, qui ont permis de dégager une marge de manœuvre non négligeable pour les autres catégories de dépenses.

Finances des cantons et des communes valaisannes

En 2011, les cantons ont présenté dans leurs comptes des résultats réjouissants. Seuls 7 cantons ont présenté un résultat négatif au niveau du compte de fonctionnement, alors qu'ils étaient 14 à présenter un excédent de charges dans le cadre de leur budget. A moyen terme et selon les estimations de l'Administration fédérale des finances (AFF), les perspectives

Finances der öffentlichen Hand

Im internationalen Vergleich ist die Finanzsituation der öffentlichen Haushalte der Schweiz ausgezeichnet. Während sämtliche öffentlichen Verwaltungen der Schweiz für 2011 allgemein positive Resultate ausweisen, sind die Resultate in den USA, Japan und den wichtigsten europäischen Staaten negativ. Auch bei der Schuldenquote, die laut neuesten Schätzungen weniger als 40% des BIP beträgt (gemäss Maastricht-Kriterien), steht die Schweiz sehr gut da. Bei den meisten grossen Wirtschaftsmächten (ausser China) ist die Schuldenquote deutlich höher (über 60%).

Die Wirtschafts- und Finanzkrise von 2008 ist jedoch noch nicht ganz überstanden, insbesondere angesichts der Staatsschuldenkrise und der Frankenstärke. Die momentan günstige Entwicklung kann sich – wie schon bei der allgemeinen Wirtschaftslage weiter oben ausgeführt – auch bei den öffentlichen Haushalten sehr schnell ändern.

Bundesfinanzen

Der Bundeshaushalt schliesst im Jahr 2011 mit einem ordentlichen Finanzierungsüberschuss von 1,9 Mrd. Franken ab, obwohl ein Defizit von 0,6 Mrd. Franken budgetiert war.

Im Budget 2013 ist bei Einnahmen von 64,5 Mrd. und Ausgaben von 64,9 Mrd. ein Finanzierungsdefizit von 0,4 Mrd. vorgesehen. Da die Schuldenbremse – die den Ausgleich des Bundesbudgets über einen gesamten Konjunkturzyklus zum Ziel hat – eigentlich um 0,1 Mrd. höhere Ausgaben erlauben würde, resultiert aus dem Budget 2013 ein struktureller Überschuss von 0,1 Mrd.

Im Vergleich zum Vorjahresbudget nehmen die Einnahmen um 0,6% und die Ausgaben um 1,1% zu. Die Einnahmen aus der Verrechnungssteuer, der direkten Bundessteuer und der Mehrwertsteuer nehmen tendenziell zu, während bei den Stempelabgaben und den nichtfiskalischen Einnahmen ein Abwärtstrend zu beobachten ist. Die moderate Entwicklung der Ausgaben ist namentlich auf die niedrige Inflationsrate und das tiefe Niveau der Schuldzinsen zurückzuführen. Dadurch entsteht ein nicht unbedeutender Spielraum für andere Ausgabenkategorien.

Finanzen der Kantone und der Walliser Gemeinden

Die Kantone schlossen 2011 mit erfreulichen Rechnungsergebnissen ab. Nur 7 Kantone wiesen in der Laufenden Rechnung ein negatives Ergebnis aus, obwohl bei der Budgetierung 14 Kantone mit einem Aufwandüberschuss gerechnet hatten. Gemäss Einschätzung der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) sind die mittelfristigen Aussichten für die

quant à la durabilité des finances cantonales sont relativement bonnes. La cherté du franc et l'évolution conjoncturelle des pays européens, en particulier, peuvent cependant fortement influencer cette évolution, appelant d'ores et déjà à la prudence. Au niveau des perspectives à long terme, les simulations prévisionnelles effectuées par l'AFF montrent une progression importante des dépenses cantonales liées à des facteurs démographiques plaçant les finances cantonales devant des défis importants.

Les communes valaisannes présentent des comptes 2011 de très bonne qualité. Cette situation financière devrait permettre une élaboration du budget 2013 relativement sereine. Les chiffres consolidés des 141 communes ne reflètent pour l'heure aucunement les effets de la crise économique et financière. La prudence reste toujours de mise en regard de l'évolution du cours du franc et de l'incidence directe de cette évolution sur les secteurs touristiques et industriels d'exportation, respectivement des recettes fiscales qui en dépendent. Le domaine de l'immobilier cache certainement les plus grosses incertitudes.

Finances der Kantone relativ gut. Diese Aussichten könnten jedoch insbesondere durch den hohen Franken und die Konjunktorentwicklung in den europäischen Ländern weitgehend getrübt werden, weshalb Vorsicht geboten ist. Langfristig zeigen die Simulationen der EFV eine starke Zunahme der kantonalen Ausgaben aufgrund demographischer Faktoren, was die Finanzen der Kantone auf eine harte Probe stellen dürfte.

Die Rechnungsabschlüsse 2011 der Walliser Gemeinden zeigen ein positives Bild, so dass man relativ gelassen an die Ausarbeitung des Budgets 2013 herangehen dürfte. Anhand der konsolidierten Zahlen der 141 Gemeinden lassen sich die Auswirkungen der Wirtschafts- und Finanzkrise momentan nirgends erkennen. Es ist jedoch weiterhin Vorsicht geboten angesichts des Frankenkurses und dessen direkter Auswirkung auf den Tourismussektor und die Exportindustrie bzw. die Steuereinnahmen aus diesen Bereichen. Die meisten Unsicherheiten birgt ganz klar der Immobiliensektor.

Elaboration du budget : lignes directrices

Lors de l'élaboration du présent budget, le Conseil d'Etat a tenu compte des dispositions et paramètres ci-après.

La règle du « double frein »

Depuis 2004, le Valais suit la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte d'investissement doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets. Un des objectifs généraux du budget 2013 est de garantir l'application de l'article constitutionnel auquel se réfère la loi (art. 25 al. 1 Cst VS). Avec un excédent de revenus et un excédent de financement, le budget 2013 remplit ces exigences.

La planification intégrée pluriannuelle 2012-2015

Le présent budget est fondé sur la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2012-2015.

Cependant, le budget 2013 se différencie de la PIP 2012-2015 dans la mesure où différents éléments non valorisés ou partiellement valorisés dans la planification ont été pris en considération dans le cadre du budget 2013. Au vu de l'amélioration de la marge d'autofinancement, les investissements ont été revus à la hausse, ce qui a permis au Conseil d'Etat d'analyser à nouveau ses priorités.

La croissance des dépenses

Pour le budget 2013, le Conseil d'Etat a fixé en avril 2012 le taux de renchérissement à 0,3%. Ce paramètre se répercute sur la masse salariale du personnel de l'Etat, mais également sur l'ensemble des autres dépenses, toutes positions confondues. Cela permet ainsi de limiter, dans toute la mesure du possible, la croissance de l'ensemble des dépenses à l'évolution du coût de la vie, sous réserve de l'évolution des charges exogènes relatives notamment aux coûts induits liés aux investissements antérieurs et à la croissance du volume des prestations publiques.

La budgétisation des recettes

L'estimation et la budgétisation des recettes se basent sur les chiffres du compte de l'année 2011, sur l'évolution intervenue aux comptes des années précédentes, ainsi que sur les informations et les perspectives financières et économiques.

Leitlinien für die Budgeterarbeitung

Bei der Erarbeitung des vorliegenden Budgets hat der Staatsrat die folgenden Bestimmungen und Parameter berücksichtigt.

Die doppelte Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit 2004 folgt das Wallis der Bestimmung über das finanzielle Gleichgewicht, die im Gesetz vom 9. Juni 2004 über die Ausgaben- und Schuldenbremse verankert ist. Artikel 3 Abs. 3 des FHG legt fest, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr ausgeglichen sein müssen, so dass eine 100%-Deckung der Netto-Investitionen gesichert ist. Eines der allgemeinen Ziele des Budgets 2013 besteht darin, die Einhaltung des Verfassungsartikels zu gewährleisten, auf den sich das Gesetz stützt (Art. 25 Abs. 1 KV VS). Mit einem Ertragsüberschuss und einem Finanzierungsüberschuss erfüllt das Budget 2013 diese Anforderungen.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2012-2015

Das aktuelle Budget basiert auf der integrierten Mehrjahresplanung (IMP) 2012-2015.

Allerdings unterscheidet sich das Budget 2013 insofern von der IMP 2012-2015, dass verschiedene in der IMP unbewertete oder nur teilweise bewertete Elemente im Budget 2013 mitberücksichtigt wurden. Aufgrund der steigenden Selbstfinanzierungsmarge werden die Investitionen angehoben. Dabei konnte der Staatsrat seine Prioritäten noch einmal überprüfen.

Ausgabenwachstum

Im April 2012 hat der Staatsrat den Teuerungssatz für das Budget 2013 auf 0,3% festgelegt. Dieser Parameter wirkt sich auf die Lohnsumme des Staatspersonals aus, aber auch auf die Gesamtheit der anderen Ausgaben über alle Posten hinweg. Dies erlaubt es, den Anstieg aller Ausgaben im Rahmen des Möglichen gemäss der Entwicklung der Lebenskosten zu begrenzen, unter Vorbehalt der Entwicklung der exogenen Kosten, die vor allem im Zusammenhang mit den induzierten Kosten der vorgängig getätigten Investitionen und dem steigenden Volumen der öffentlichen Leistungserbringung stehen.

Die Budgetierung der Erträge

Die Schätzung und die Budgetierung der Erträge erfolgen basierend auf den Zahlen der Rechnung 2011, auf der Entwicklung der Vorjahresrechnungen sowie auf den Finanz- und Wirtschaftsprognosen bzw. -informationen.

Priorités d'action 2013 du Conseil d'Etat

Objectifs par domaine d'intervention

Lors de l'élaboration de sa planification intégrée pluriannuelle 2012-2015, le Gouvernement a arrêté les trois thèmes porteurs de la législature que sont l'administration en ligne, le bilinguisme et les institutions.

Au vu de la conjoncture actuelle, des résultats du compte 2011 et de la maîtrise des dépenses, l'équilibre du budget 2013 a pu être réalisé. Le Conseil d'Etat réaffirme sa volonté de poursuivre une politique financière saine et responsable. De ce fait, la maîtrise des dépenses et la fixation de priorités demeurent d'actualité. Cette question sera d'ailleurs réexaminée dans le cadre de ses travaux relatifs à la planification intégrée pluriannuelle 2013-2016.

Le 10 janvier de cette année, le Conseil d'Etat et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) ont signé un protocole d'accord, dans le cadre d'un projet d'implantation scientifique et académique permanente de l'EPFL dans le canton. Ce projet intitulé «EPFL Valais Wallis» prévoit la création et le développement de onze chaires de recherche et de formation, en collaboration étroite avec la HES-SO Valais Wallis ainsi qu'avec le tissu économique privé. Le projet concentre les efforts sur les secteurs de l'énergie, de la santé et de la nutrition, qui constituent plus de 20% du PIB et des emplois du canton.

Le projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis devrait stimuler sensiblement à court et à long terme l'économie cantonale. Les retombées économiques directes et indirectes devraient permettre de couvrir le coût opérationnel de ce projet. Par ailleurs, le projet de campus à Sion est étroitement lié avec le projet EPFL Valais Wallis.

Sont énoncés ci-après les objectifs à moyen terme des différents domaines d'intervention fixés par le Conseil d'Etat pour l'année 2013. Ces objectifs sont précisés par les priorités résumées ci-dessous et détaillées dans les mandats de prestations politiques figurant dans le volume «Compte administratif».

Gouvernance

- renforcement de la promotion des intérêts du canton sur la scène fédérale;
- poursuite de l'optimisation et de l'informatisation des processus décisionnels clés au sein de l'administration (projet «ECM» en collaboration avec le SCI);
- poursuite de l'amélioration des systèmes «web» utilisés à l'Etat du Valais.

Prioritäten 2013 des Staatsrates

Ziele nach Sachbereichen

Bei der Erarbeitung der integrierten Mehrjahresplanung 2012-2015 hat die Regierung drei Schwerpunkte festgelegt: die Onlineverwaltung, die Zweisprachigkeit und die Institutionen.

Durch die aktuelle Konjunkturlage, die Ergebnisse der Rechnung 2011 und die Kosteneindämmung konnte 2013 das Haushaltsgleichgewicht erreicht werden. Der Staatsrat hält an seinem Bestreben fest, eine gesunde und verantwortungsbewusste Finanzpolitik zu verfolgen. Daher bleiben die Kosteneindämmung und die Festlegung von Prioritäten aktuelle Themen. Diese Frage wird überdies im Rahmen der Arbeiten des Staatsrates an der integrierten Mehrjahresplanung 2013-2016 neu geprüft werden.

Der Staatsrat und die Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne (EPFL) haben am 10. Januar dieses Jahres im Rahmen des Projekts einer ständigen wissenschaftlichen und akademischen Zweigstelle der EPFL im Kanton ein Vereinbarungsprotokoll unterzeichnet. In enger Zusammenarbeit mit der HES-SO Wallis und der Privatwirtschaft sollen durch das Projekt «EPFL Valais Wallis» elf Forschungs- und Lehrstühle geschaffen und weiterentwickelt werden. Das Hauptaugenmerk liegt auf den Bereichen Energie, Gesundheit und Ernährung, die über 20% des BIP und der Arbeitsplätze im Kanton ausmachen.

Das Projekt einer ständigen Zweigstelle «EPFL Valais Wallis» soll kurz- und langfristig die kantonale Wirtschaft ankurbeln. Die operativen Kosten dieses Projekts sollten durch die direkten und indirekten wirtschaftlichen Auswirkungen gedeckt werden können. Das Projekt eines Campus in Sitten steht überdies in engem Zusammenhang mit dem Projekt «EPFL Valais Wallis».

Nachstehend werden die mittelfristig ausgelegten Ziele der verschiedenen Bereiche aufgeführt, die vom Staatsrat für das Jahr 2013 festgelegt wurden. Diese Ziele werden durch die unten zusammengefassten und in den politischen Leistungsaufträgen ausführlich beschriebenen Prioritäten («Verwaltungsrechnung») präzisiert.

Governance

- Verstärkte Vertretung der Interessen des Kantons auf Bundesebene;
- Weiterführung der Optimierung und Informatisierung der wichtigsten Entscheidungsprozesse innerhalb der Kantonsverwaltung (Projekt «ECM» in Zusammenarbeit mit der KDI);
- weitere Verbesserung der vom Staat Wallis genutzten Web-Systeme.

Finances et personnel

- études en vue de la réalisation d'un nouveau bâtiment administratif;
- mise en œuvre de la loi fiscale;
- suivi de l'entrée en vigueur de la loi sur les participations de l'Etat à des personnes morales et autres entités.

Institutions

- travaux relatifs à la révision constitutionnelle et législative touchant à l'organisation territoriale et institutionnelle du canton;
- travaux relatifs à la révision de la Constitution dans la mesure où elle touche les droits fondamentaux et les libertés individuelles;
- révision de la loi sur les incompatibilités et des dispositions en matière de récusation;
- loi sur les violences domestiques.

Santé

- augmentation du nombre de lits d'EMS de manière à adapter la planification des soins de longue durée 2010-2015 aux nouvelles prévisions démographiques;
- mise en œuvre de mesures de soutien à la médecine de premier recours;
- adaptation de la planification des ambulances;
- finalisation des études en vue de la concentration des soins somatiques aigus sur Sion avec suite de traitements à Sierre et à Martigny, des études concernant les travaux de rénovation des bâtiments de Malévoz et des études sur l'opportunité de créer un site hospitalier unique dans le Haut-Valais;
- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis (santé et nutrition).

Sécurité

- projet de centrale d'alarme d'engagement regroupant sous un même toit les numéros d'appels 112 - 117 - 118 - 144 (équipement technique);
- achat de matériel de décontamination nucléaire, biologique et chimique (NBC) et formation des utilisateurs;
- poursuite du projet POLYCOM.

Affaires sociales et intégration

- élaboration d'une planification des places en institutions sociales en lien avec le concept stratégique valaisan de prise en charge des personnes handicapées validé par le Conseil fédéral;
- mise en application du nouveau règlement cantonal sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances;
- élaboration du nouveau concept cantonal en matière d'intégration et validation de celui-ci par les instances fédérales.

Education, formation et jeunesse

- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis;
- mise en œuvre de la nouvelle convention inter-

Finanzen und Personal

- Studien hinsichtlich der Realisierung eines neuen Verwaltungsgebäudes;
- Umsetzung des Steuergesetzes;
- Weiterverfolgung des Inkrafttretens des Gesetzes über die Beteiligung des Staates an juristischen Personen und anderen Einrichtungen.

Institutionen

- Arbeiten bezüglich der Verfassungs- und Gesetzgebungsrevision betreffend die territoriale und institutionelle Organisation des Kantons;
- Arbeiten bezüglich Verfassungsrevision (individuelle Freiheiten und Grundrechte);
- Revision des Gesetzes über die Unvereinbarkeiten und der Bestimmungen betreffend Ausstand;
- Gesetz gegen häusliche Gewalt.

Gesundheitswesen

- Erhöhung der Anzahl APH-Betten, um die Langzeitpflegeplanung 2010-2015 an die neuen demographischen Prognosen anzupassen;
- Umsetzung von Unterstützungsmassnahmen für die Hausarztmedizin;
- Anpassung der Ambulanzenplanung;
- Fertigstellen der Studien hinsichtlich einer Konzentrierung der somatischen Akutpflege in Sitten mit Weiterbehandlung in Siders und Martigny, der Studien betreffend die Renovationsarbeiten an den Gebäuden von Malévoz, und der Studien über die Zweckmässigkeit der Schaffung eines einzigen Spitals im Oberwallis;
- Projekt der ständigen Zweigstelle «EPFL Valais Wallis» (Gesundheit und Ernährung).

Sicherheit

- Projekt einer einheitlichen Alarm- und Einsatzzentrale, die unter einem Dach die Rufnummern 112 - 117 - 118 - 144 vereint (technische Ausstattung);
- Anschaffung von Dekontaminationsmaterial (atomar, biologisch, chemisch – ABC) und Schulung der Benutzer;
- Weiterverfolgung des Projekts POLYCOM.

Sozialwesen und Integration

- Erarbeitung einer Planung der Plätze in sozialen Institutionen im Zusammenhang mit dem strategischen Walliser Konzept zur Betreuung der Behinderten, das durch den Bundesrat genehmigt wurde;
- Inkraftsetzung des neuen kantonalen Reglements über die Eintreibung von Unterhaltsbeiträgen und die Entrichtung von Vorschüssen;
- Erarbeitung des neuen kantonalen Konzepts im Bereich der Integration und dessen Validierung durch die Bundesinstanzen.

Erziehung, Bildung und Jugend

- Projekt der ständigen Zweigstelle «EPFL Valais Wallis»;

cantonale HES-SO et préparation des mandats de prestations;

- coordination et suivi des projets de construction et rénovation du parc immobilier relevant du Département;
- mise en vigueur dès l'année scolaire 2012/13 du statut et du traitement du personnel enseignant avec l'adaptation des ressources humaines et des procédures administratives liées au transfert au canton du personnel enseignant de la scolarité obligatoire;
- mise en vigueur du nouveau CO pour la 3^e année de programme à la rentrée scolaire 2013/14 et poursuite de la transition avec le secondaire II;
- Harmos : poursuite de la formation L2L3 des enseignants de la scolarité obligatoire et introduction des plans d'études (PER / Lehrplan);
- mise en place de l'observatoire de la jeunesse.

Culture

- révision de la Politique d'encouragement culturel de 2007 et élaboration d'un observatoire du développement culturel en Valais.

Sport

- mise en application de la loi sur le sport.

Informatique

- définition de la stratégie des systèmes d'information;
- poursuite du projet de migration des postes de travail : Windows 7 et Office 2010;
- projet de mise en fonction d'un deuxième IT-Center : études préliminaires.

Economie

- mise en œuvre du concept d'amélioration des conditions cadres du tourisme valaisan et, notamment, réalisation de l'observatoire du tourisme et démarrage de l'activité de Valais/Wallis Promotion;
- évaluation des impacts de l'initiative Weber et de son ordonnance d'application sur la politique du tourisme, analyse des mesures à prendre;
- finalisation et validation de la stratégie pour l'hébergement touristique;
- réalisation du projet The Ark Energy; renforcement de la recherche appliquée dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique (collaboration HES-SO Valais, de l'EPFL, du CREM et du CSEM);
- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis;
- maintien et révision des aides au logement dans les régions de montagne;
- réalisation de la stratégie de politique animale 2015;
- plans de développements régionaux (PDR) : Agro-espace Leuk (2011-16), Val d'Illeiez (2013-17) et Hérens 2 (2009 à 2015).

- Umsetzungen der neuen interkantonalen HES-SO Vereinbarung und Vorbereitung der Leistungsaufträge;
- Koordination und Begleitung der Bauprojekte und Renovation der Immobilien des Departementes;
- Inkraftsetzung des Statuts und der Besoldung des Lehrpersonals ab dem Schuljahr 2012/13 mit Anpassung des Personalbedarfs und der administrativen Verfahren im Zusammenhang mit dem Transfer der Lehrpersonen der obligatorischen Schulen zum Kanton;
- Umsetzungen der neuen OS für das 3. Jahr auf das Schuljahr 2013/14 und Fortführung der Übergangsregelungen in die Sekundarstufe II;
- Harmos : Fortführung der Ausbildungen L2L3 der Lehrpersonen der obligatorischen Schulen und Einführung des Studienplans (PER/ Lehrplan);
- Realisierung eines Jugendobservatoriums.

Kultur

- Revision der Kulturförderungspolitik 2007 und Ausarbeitung eines Observatoriums der kulturellen Entwicklung im Wallis.

Sport

- Umsetzungen des Sportgesetzes.

Informatik

- Definition der Strategie der Informationssysteme;
- Fortführung des Projektes zur Migration der Arbeitsplätze: Windows 7 und Office 2010;
- Projekt zur Inbetriebsetzung eines zweiten IT-Centers: Vorstudien.

Wirtschaft

- Umsetzungen des Konzepts zur Verbesserung der Rahmenbedingungen des Walliser Tourismus und insbesondere Realisierung des Tourismusobservatoriums sowie Aufnahme der Geschäftstätigkeit von Valais-Wallis Promotion;
- Evaluation der Auswirkungen der Initiative Weber und der dazugehörigen Verordnung auf die Tourismuspolitik; Analyse der zu treffenden Massnahmen;
- Fertigstellung und Validierung der Strategie der touristischen Beherbergung;
- Realisierung des Projekts The Ark Energy; Verstärkung der angewandten Forschung im Bereich der erneuerbaren Energien und der Energieeffizienz (Zusammenarbeit HES-SO Wallis, EPFL, CREM und CSEM);
- Projekt der ständigen Zweigstelle «EPFL Valais Wallis»;
- Beibehaltung und Revision der Verbesserung der Wohnverhältnisse in den Berggebieten;
- Verwirklichung der Strategie der Tierpolitik 2015;
- Regionale Entwicklungspläne (REP); Agro-Espace Leuk (2011-2016), Val d'Illeiez (2013-2017) und Hérens 2 (2009-2015).

Energie

- soutien à la planification énergétique territoriale au niveau des communes;
- consultation relative aux stratégies énergétiques spécifiques, préparation des premiers projets de modifications législatives.

Territoire

- consultation et approbation de la révision partielle de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LcAT) par le Grand Conseil;
- réalisation du projet RF2020.

Transports

- desserte en transports publics de l'ensemble du territoire, avec une amélioration qualitative et quantitative de l'offre, cadence 30 minutes en service aux heures de pointe dès 2013;
- soutien par le biais du comité Lötschberg à l'exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon et poursuite de la planification de sa réalisation complète à double-voies;
- études pour la réalisation anticipée de l'augmentation de capacité de l'axe ferroviaire du Simplon avec la mise en service de trains à deux étages.

Equipement

- construction des quatre tronçons de l'autoroute A9 entre Sierre-est, Leuk, Gampel et Viège-est en étapes dans le respect de la planification financière à long terme de la Confédération pour l'achèvement du réseau des routes nationales;
- démarches pour l'intégration des routes cantonales concernées dans les réseaux fédéraux de base et complémentaire en cours de définition par la Confédération;
- adoption du plan d'aménagement du Rhône (PA-R3) avec les nouvelles priorités;
- études générales concernant un nouveau bâtiment administratif en ville de Sion;
- Ecole professionnelle de Sion, salle de gymnastique, transformation: fin des travaux et mise en service;
- Médiathèque Valais, Sion, transformation Arsenal: poursuite des travaux;
- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis (infrastructures).

Environnement

- gestion des forêts de protection afin d'assurer durablement leur fonction;
- élaboration du Plan forestier cantonal;
- contrôle de l'assainissement des sites contaminés de l'industrie chimique et de l'industrie de l'aluminium.

Energie

- Unterstützung der Energie-Raumplanung auf Gemeindeebene;
- Vernehmlassung der einzelnen energetischen Strategien, Vorbereitung der ersten Projekte bezüglich Anpassungen auf Gesetzesebene.

Raumplanung

- Vernehmlassung und Genehmigung der Teilrevision des kantonalen Raumplanungsgesetzes durch den Grossen Rat;
- Realisierung des Projekts RF 2020.

Verkehr

- Bedienung des gesamten Wallis mit öffentlichen Verkehrsmitteln, mit einer qualitativen und quantitativen Verbesserung des Angebots im 30-Minuten-Takt zu den Stosszeiten ab 2013;
- Unterstützung des Betriebs der Eisenbahn-Alpentransversale Lötschberg-Simplon über das Lötschberg-Komitee und Weiterführung der Planung für den doppelspurigen Vollausbau;
- Studien für eine frühere Verwirklichung der Kapazitätserhöhung der Simplon-Strecke zwischen Lausanne und Brig mit Inbetriebnahme von doppelstöckigen Zügen.

Bau

- Bau der vier Abschnitte der Autobahn A9 zwischen Siders-Ost, Leuk, Gampel und Visp-Ost erfolgt etappenweise unter Einhaltung der langfristigen Finanzplanung des Bundes zur Fertigstellung des Nationalstrassennetzes;
- Schritte zur Integration der Kantonsstrassen in das eidgenössische Basis- und Ergänzungsnetz, das gegenwärtig vom Bund definiert wird;
- Annahme des generellen Projekts der 3. Rhonekorrektur (GP-R3) mit den neuen Prioritäten;
- Allgemeine Studien über ein neues Verwaltungsgebäude in der Stadt Sitten;
- Berufsfachschule Sitten, Turnhalle, Umbau: Abschluss der Arbeiten und Inbetriebnahme;
- Mediathek Wallis, Umbau des Zeughauses: Fortführung der Arbeiten;
- Projekt der ständigen Zweigstelle «EPFL Valais Wallis» (Infrastrukturen).

Umwelt

- Bewirtschaftung der Schutzwälder, um dauerhaft ihre Funktion sicherzustellen;
- Ausarbeitung eines kantonalen Waldentwicklungsplans;
- Kontrolle der Altlastensanierung der chemischen Industrie und der Aluminiumindustrie.

Données financières

Finanzdaten

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'052.7	3'044.7	3'143.7	99.0	Ertrag
Charges	3'045.8	3'042.0	3'137.4	95.3	Aufwand
Excédent de revenus	6.9	2.7	6.4	3.6	Ertragsüberschuss
Compte d'investissement					Investitionsrechnung
Dépenses	532.2	540.9	497.0	-43.9	Ausgaben
Recettes	304.1	358.2	319.9	-38.4	Einnahmen
Investissements nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	6.9	2.7	6.4	3.7	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	261.8	181.8	171.5	-10.4	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	268.7	184.6	177.8	-6.7	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen
Excédent de financement	40.6	1.9	0.7	-1.2	Finanzierungsüberschuss
Degré d'autofinancement	117.8%	101.0%	100.4%	-0.6%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Laufende Rechnung

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'651.0	2'834.5	2'941.5	107.0	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'845.5	2'837.1	2'954.1	117.0	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	194.5	2.5	12.6	10.0	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	20.2	36.6	35.6	-1.1	Finanzaufwand
Revenus financiers	40.3	51.5	53.1	1.6	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	20.1	14.9	17.5	2.6	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	214.6	17.4	30.1	12.7	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	240.2	24.7	23.7	-1.0	Ausserordentliche Aufwände
Revenus extraordinaires	32.5	10.0	-	-10.0	Ausserordentliche Erträge
Résultat extraordinaire	-207.7	-14.7	-23.7	-9.0	Ausserordentliches Ergebnis
Résultat total du compte de résultat	6.9	2.7	6.4	3.7	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Le budget 2013 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 6,4 mios et un excédent de financement de 0,7 mio.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,144 mrds et un total de charges de 3,137 mrds. Il clôture avec un excédent de revenus de 6,4 mios. Le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Avant prise en compte des amortissements ordinaires du patrimoine administratif d'un montant de 147,8 mios et des amortissements supplémentaires pour 23,7 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash flow) de 177,8 mios, en diminution de 6,7 mios par rapport au budget 2012.

Le compte d'investissement présente des dépenses brutes de 497 mios, couvertes à hauteur de 319,9 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 177,1 mios.

Les dépenses nettes d'investissements sont intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 0,7 mio et un degré d'autofinancement de 100,4%. Le frein à l'endettement est ainsi respecté et la situation financière du canton se maintient.

Le budget 2013 prend en compte la nouvelle répartition des tâches canton-communes entrée en vigueur au début 2012, à l'exception, suite au référendum, des effets de deux lois qui n'ont pas été promulguées :

- le financement des soins de longue durée est réglé par le décret du 5 mai 2010 qui porte sur la contribution financière du canton et des communes aux soins aux assurés fondée sur la LAMal ainsi que sur les subventions du canton et des communes aux établissements et institutions sanitaires (soins à domicile et EMS);
- la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle du 8 avril 2004 reste applicable (63% à charge du canton, 37% à charge des communes). L'harmonisation des taux de subventionnement (70% pour le canton et 30% pour les communes) prévus dans les 4 secteurs principaux que sont l'enseignement, les soins de longue durée, le domaine social et les routes, n'est effective que dans le domaine de l'enseignement et des routes.

Les autres éléments qui ont un impact financier significatif sur l'évolution du budget entre 2012 et 2013 sont :

Das Budget 2013 weist positive Ergebnisse aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 6,4 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 0,7 Mio. Franken.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,144 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,137 Mrd. Franken aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 6,4 Mio. Franken. Die Ausgabenbremse wird somit eingehalten.

Vor Verbuchung der ordentlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 147,8 Mio. Franken und der zusätzlichen Abschreibungen von 23,7 Mio. Franken beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 177,8 Mio. Franken und liegt damit 6,7 Mio. Franken unter dem Budget 2012.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 497 Mio. Franken und Einnahmen von 319,9 Mio. Franken aus. Die Netto-Investitionen belaufen sich somit auf 177,1 Millionen Franken.

Die Netto-Investitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultieren ein Finanzierungsüberschuss von 0,7 Mio. Franken und ein Selbstfinanzierungsgrad von 100,4%. Die Schuldenbremse wird somit eingehalten und der Kanton weist weiterhin eine gesunde Finanzsituation auf.

Das Budget 2013 berücksichtigt die Anfang 2012 in Kraft getretene Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden, mit Ausnahme der Auswirkungen von zwei Gesetzen, die infolge Referendums noch nicht erlassen wurden :

- die Finanzierung der Langzeitpflege wird durch das Dekret vom 5. Mai 2010 geregelt. Es behandelt den auf das KVG gestützten finanziellen Beitrag des Kantons und der Gemeinden an die Pflegeleistungen für die Versicherten sowie die Subventionen des Kantons und der Gemeinden an die Krankenanstalten und -institutionen. (Pflege zuhause und APH);
- das Gesetz über die Harmonisierung der Finanzierung der Sozialsysteme sowie der Systeme für die soziale und berufliche Eingliederung vom 8. April 2004 bleibt anwendbar (63% zulasten des Kantons, 37% zulasten der Gemeinden). Die vorgesehene Harmonisierung der Subventionierungssätze (Kanton = 70%, Gemeinden = 30%) in den vier wichtigsten Bereichen Bildung, Langzeitpflege, Soziales und Strassen ist einzig in den Bereichen Bildung und Strassen umgesetzt.

Die anderen Abweichungen zwischen den Budgets 2012 und 2013 sind im Wesentlichen auf Folgendes zurückzuführen:

- la révision fiscale acceptée par le Grand Conseil en mai 2012, dont les allègements sont estimés à 40 mios, dont 21,8 mios en 2013;
- la nouvelle convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS qui a été signée entre la BNS et le Département fédéral des finances pour les exercices 2011 à 2015 : la part revenant au Valais est de 26 millions, alors que dans les années antérieures à 2012, le Valais recevait 65 mios;
- la stabilisation des montants de la péréquation intercantonale, passant de 528,7 mios en 2012 à 529 mios en 2013 : la prise en compte des années de crise (2008 et 2009) dans le calcul – crise qui a sensiblement plus touché les cantons à fort potentiel de ressources – a comme conséquence la réduction des disparités entre l'ensemble des cantons suisses;
- l'évolution positive des recettes fiscales fédérales, au vu des exercices précédents et des perspectives économiques actuelles : la part cantonale à l'impôt anticipé et la part cantonale à l'IFD augmente au total de près de 6 mios.

- die vom Grossen Rat im Mai 2012 angenommene Steuerrevision, deren Erleichterungen auf 40 Mio. geschätzt werden, davon 21.8 Mio. im Jahr 2013;
- die neue Vereinbarung betreffend die Verteilung der Gewinne der SNB, die zwischen der SNB und dem Eidgenössischen Finanzdepartement für die Geschäftsjahre 2011-2015 unterzeichnet wurde: dem Wallis werden 26 Mio. Franken ausgeschüttet, bis 2012 hatte es 65 Mio. Franken erhalten;
- die Stabilisierung der Beträge des interkantonalen Finanzausgleichs von 528,7 Mio. Franken im Jahr 2012 und von 529 Mio. Franken im Jahr 2013: Die Berücksichtigung der Krisenjahre (2008 und 2009) in der Berechnung – eine Krise, welche die ressourcenstarken Kantone bedeutend härter getroffen hatte – hat die Unterschiede zwischen den Schweizer Kantonen verringert;
- die positive Entwicklung der eidgenössischen Steuererträge angesichts der früheren Geschäftsjahre und der aktuellen wirtschaftlichen Perspektiven: Der kantonale Anteil an der Verrechnungssteuer und der kantonale Anteil an der DB nahmen insgesamt um fast 6 Mio. Franken zu.

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2013 AUFTEILUNG 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	967.5	983.6	16.1	1.7%	33.4%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	219.1	225.6	6.4	2.9%	7.7%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	16.3	16.4	0.1	0.9%	0.6%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	157.1	147.8	-9.4	-6.0%	5.0%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	96.6	100.7	4.1	4.3%	3.4%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	94.5	96.8	2.3	2.4%	3.3%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'125.0	1'204.5	79.5	7.1%	40.9%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	120.5	121.1	0.6	0.5%	4.1%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	38.0	45.2	7.2	19.0%	1.5%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'834.5	2'941.5	107.0	3.8%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,94 mrd. en augmentation de 107 mios ou 3,8% par rapport au budget 2012.

L'augmentation des charges d'exploitation est due en premier lieu aux subventions accordées (+79,5 mios ou 7,1%). Les charges d'exploitation sont détaillées dans la suite de ce chapitre.

La structure des charges d'exploitation du budget 2013 est similaire à celle du budget 2012 avec la part la plus importante pour les subventions accordées (41%), puis les charges de personnel (33%). Par rapport au budget 2012, la part des subventions s'est accrue de 1,2 point et celle des charges de personnel a diminué de 0,7 point. Les autres charges d'exploitation sont restées stables en ce qui concerne leur poids respectif.

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 983,6 mios, en augmentation de 16,1 mios ou 1,7% (voir annexe 1).

Les charges de personnel intègrent le renchérissement intégral des salaires. Ce taux est estimé à 0,3% pour l'année 2013, ce qui représente un coût de 2,9 mios, y compris la scolarité obligatoire. Elles comprennent également les augmentations individuelles réglementaires.

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,94 Mrd. Franken, was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 107 Mio. Franken oder um 3,8% entspricht.

Die Zunahme des betrieblichen Aufwands ist in erster Linie auf die eigenen Beiträge zurückzuführen (+79,5 Millionen oder 7,1%). Der betriebliche Aufwand wird nachstehend ausführlich erläutert.

Die Struktur des betrieblichen Aufwands des Budgets 2013 ist ähnlich wie im Budget 2012: Den grössten Teil machen die eigenen Beiträge (41%) und der Personalaufwand (33%) aus. Im Vergleich zum Budget 2012 hat der Anteil der eigenen Beiträge um 1,2 Punkte zugenommen und jener des Personalaufwands ist um 0,7 Punkte zurückgegangen. Der restliche betriebliche Aufwand ist bezüglich seiner Gewichtung stabil geblieben.

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 983,6 Mio. Franken, was einer Zunahme um 16,1 Mio. Franken oder um 1,7% entspricht (siehe Anhang 1).

Der Personalaufwand beinhaltet den vollständigen Teuerungsausgleich auf den Löhnen. Für das Jahr 2013 rechnet man mit einem Satz von 0,3%, was einem Aufwand von 2,9 Mio. Franken entspricht, inkl. der obligatorischen Schulen. Der Personalaufwand beinhaltet auch die reglementarischen individuellen Lohnerhöhungen.

En plus du renchérissement, l'augmentation des charges de personnel comprend la création des postes nouveaux :

- sur les 146,2 demandes de création de postes nouveaux déposées par les services, le Conseil d'Etat en a retenu 26,1 pour des salaires bruts de 2,4 mios. Quatre postes sont dévolus à la nouvelle organisation judiciaire. Douze postes résultent de l'intégration des policiers à la fin de leur formation d'aspirants. Chaque département a pu ensuite retenir la création de 2 postes supplémentaires;
- pour la variation des enseignants, 57,9 postes ont été admis par le Conseil d'Etat sur les 67,9 demandes déposées. 26,5 postes concernent la scolarité obligatoire et 2 autres sont des postes administratifs pour la politique des ressources humaines du personnel enseignant;
- le personnel chargé de la gestion des mandats à la HEVs (service d'appui scientifique) varie en fonction du volume d'activité. L'augmentation des salaires bruts entre le budget 2012 et 2013 est de 2 mios. Ces salaires sont intégralement couverts par des recettes (subventions et émoluments).

Le budget 2013 comprend également le coût de l'assurance accident du personnel de la scolarité obligatoire de 1,2 mio. auparavant à charge des communes.

Les frais de formation sont englobés dans les charges de personnel. Pour le personnel administratif, les frais de formation sont calculés en pourcentage de la masse salariale. Le taux retenu au budget 2013 est de 0,5% comme pour le budget 2012. A ce montant sont ajoutés les besoins spécifiques supplémentaires, par exemple les frais de formation de la Police ou du Service cantonal de l'informatique. Au total, les frais de formation pour le personnel administratif se montent à 3,7 mios.

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises se montent à 225,6 mios, soit 6,4 mios de plus qu'au budget 2012 ou 2,9%.

La croissance annuelle est supérieure à l'augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation attendue à 0,3%. Elle s'explique par l'augmentation du volume d'activité et est couverte, en grande partie, par des recettes correspondantes (émoluments, subventions, récupérations de frais). Citons notamment :

- service de la sécurité civile et militaire (+1,3 mio) avec une augmentation des besoins de l'office du feu (+0,9 mio) autofinancés par les contributions des assureurs et l'augmentation des coûts d'entretien des sirènes de protection civile financés par la Confédération (+0,3 mio);
- service cantonal des contributions (+0,8 mio) avec,

Zusätzlich zur Teuerung umfasst die Zunahme des Personalaufwands die Schaffung neuer Stellen :

- von den 146,2 von den Dienststellen eingereichten Gesuchen um die Schaffung neuer Stellen hat der Staatsrat 26,1 berücksichtigt, für eine Bruttolohnsumme von 2,4 Mio. Franken. Vier Stellen fallen auf die neue Gerichtsorganisation. Zwölf ergeben sich aus der Aufnahme von Polizisten nach ihrer Ausbildung an der Aspirantenschule. Jedes Departement konnte schliesslich zwei neue Stellen schaffen;
- beim Lehrpersonal wurden vom Staatsrat von den eingereichten Gesuchen um 67,9 Stellen 57,9 bewilligt. 26,5 Stellen fallen auf die obligatorische Schule, zwei andere sind administrative Stellen für das Personalmanagement des Lehrpersonals;
- das mit der Verwaltung der Mandate der HEVs beauftragte Personal (wissenschaftliche Unterstützung) schwankt je nach Tätigkeitsvolumen. Zwischen den Budgets 2012 und 2013 ist die Bruttolohnsumme um 2 Mio. Franken angestiegen. Diese Löhne werden vollständig durch Einnahmen gedeckt (Beiträge und Gebühren).

Das Budget 2013 umfasst ebenfalls die Kosten für die Unfallversicherung des Lehrpersonals der obligatorischen Schule in Höhe von 1,2 Mio., was früher zulasten der Gemeinden ging.

Der Personalaufwand beinhaltet auch die Ausbildungskosten. Für das Verwaltungspersonal werden die Ausbildungskosten prozentual zur Lohnsumme berechnet. Im Budget 2013 wird wie schon im Budget 2012 mit einem Satz von 0,5% gerechnet. Zu diesem Betrag kommt der spezifische zusätzliche Bedarf hinzu, beispielsweise die Ausbildungskosten der Polizei oder der kantonalen Dienststelle für Informatik. Insgesamt belaufen sich die Ausbildungskosten für das Verwaltungspersonal auf 3,7 Mio. Franken.

Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 225,6 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 6,4 Mio. Franken oder um 2,9% entspricht.

Die jährliche Zunahme liegt über dem angenommenen Anstieg des Landesindex der Konsumentenpreise von 0,3%. Sie lässt sich durch die Zunahme des Tätigkeitsvolumens erklären und wird zum grossen Teil durch die entsprechenden Einnahmen gedeckt (Gebühren, Beiträge, Kostenrückerstattungen). Zu erwähnen sind:

- Dienststelle für zivile Sicherheit und Militär (+1,3 Mio.) mit einer Bedarfszunahme beim Amt für Feuerwesen (+0,9 Mio.), die durch die Beteiligungen der Versicherer und die vom Bund finanzierte Erhöhung der Unterhaltskosten der Zivilschutzsirenen (+0,3 Mio.) selbstfinanziert werden;

particulièrement, une augmentation des frais d'encaissement corollaire de l'augmentation constante du nombre de poursuites;

- livres scolaires (+0,8 mio): l'introduction du Plan d'études Romand (PER) s'accompagne de nouveaux moyens d'enseignement. Cette augmentation est entièrement compensée par les ventes de livres;
- offices des poursuites et faillites (+0,6 mio) avec un nouveau service postal de distribution spéciale, dont les coûts supplémentaires sont intégralement récupérés dans les dossiers;
- asile (+0,5 mio) avec, notamment, l'augmentation des frais médicaux et des loyers, compensée en partie par celle des contributions de la Confédération;
- administration cantonale des finances (+2 mios) avec une augmentation des coûts d'entretien des immeubles du patrimoine financier (+0,8 mio) et des augmentations de fournitures et imprimés liées à l'année électorale et la nouvelle période législative.

Par rapport au compte 2011, l'évolution des biens, services et marchandises est de 5,1% en deux ans, ce qui représente une croissance annuelle de 2,5%.

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier de 16,4 mios sont budgétisés à un niveau similaire au budget 2012. Il s'agit des pertes sur débiteurs, principalement des secteurs des impôts (13 mios) et de la justice (1,5 mio).

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif s'élèvent à 147,8 mios, soit une diminution de 9,4 mios par rapport au budget 2012 ou 6%.

Il s'agit des amortissements ordinaires qui sont calculés selon une pratique constante et en application des principes du modèle du compte harmonisé (MCH - voir annexe 2).

La diminution par rapport au budget 2012 s'explique essentiellement par les amortissements supplémentaires des années précédentes qui ont permis de baisser la valeur à amortir et de préparer le futur.

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 100,7 mios, en augmentation de 4,1 mios ou 4,3% par rapport au budget 2012.

L'augmentation par rapport au budget 2012 provient de la ristourne aux communes des impôts sur les gains immobiliers et de l'impôt sur les successions et donations. Les deux tiers de ces impôts, encaissés intégralement par le canton, sont versés aux

- Cantonale Steuerverwaltung (+0,8 Mio.) mit insbesondere einer Zunahme der Inkassogebühren infolge der ständigen Zunahme der Betreibungen;
- Schulbücher (+0,8 Mio.): Einführung des Westschweizer Lehrplans (PER), der neue Lehrmittel erfordert. Diese Zunahme wird vollständig durch den Bücherverkauf ausgeglichen;
- Betreibungs- und Konkursämter (+0,6 Mio.) mit einem neuen Postdienst für Spezialzustellung, dessen zusätzliche Kosten vollständig über die Dossiers eingeholt werden;
- Asylwesen (+0,5 Mio.) mit namentlich der Zunahme der Arztkosten und der Mieten, die teilweise über die Erhöhung der Beiträge des Bundes ausgeglichen werden;
- Cantonale Finanzverwaltung (+2 Mio.) mit einer Zunahme der Unterhaltskosten der Liegenschaften des Finanzvermögens (+0,8 Mio.) und Zunahmen für Lieferungen und Drucksachen im Zusammenhang mit dem Wahljahr und der neuen Legislaturperiode.

Im Vergleich zur Rechnung 2011 liegt die Entwicklung des Sachaufwands bei 5,1% in zwei Jahren, was einem jährlichen Wachstum um 2,5% entspricht.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens entsprechen mit 16,4 Mio. Franken in etwa dem Budget 2012. Es handelt sich dabei um Debitorenverluste, vor allem bei den Steuern (13 Mio.) und der Justiz (1,5 Mio.).

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 147,8 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2012 eine Abnahme um 9,4 Mio. Franken oder um 6% darstellt.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten (HRM - siehe Anhang 2).

Die Abnahme gegenüber dem Budget 2012 ist hauptsächlich auf die zusätzlichen Abschreibungen der früheren Jahre zurückzuführen, durch welche der abzuschreibende Wert verringert und auf die Zukunft hingearbeitet werden konnte.

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 100,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 4,1 Mio. Franken oder um 4,3% entspricht.

Der Anstieg gegenüber dem Budget 2012 ist auf die Rückerstattung der Liegenschaftsgewinnsteuer und der Erbschafts- und Schenkungssteuer an die Gemeinden zurückzuführen. Der Kanton erstattet den Gemeinden zwei Drittel der eingenommenen Steuern

communes. L'augmentation de ces recettes d'impôt entraîne donc une augmentation des dépenses au chapitre des parts et contributions sans affectation.

Les parts et contributions sans affectation comprennent aussi le versement à la péréquation intercantonale pour les cas de rigueur (4,6 mio, idem au budget 2012), ainsi que les montants distribués aux communes au titre de la péréquation intercommunale.

Les montants distribués aux communes au titre de la péréquation intercommunale se montent à 55 mio, en augmentation de 1,1 mio ou 2% par rapport au budget 2012, première année de la mise en vigueur du nouveau système péréquatif. Ils sont versés à raison de 32,2 mio pour la péréquation des ressources, 16 mio pour la compensation des charges et 6,7 mio pour les cas de rigueur (RPT II).

La péréquation intercommunale est financée par les contributions des communes à fort potentiel de ressources pour 21,4 mio. Le canton contribue pour 14,2 mio au titre de la péréquation verticale, ainsi qu'à l'intégralité du financement de la compensation des charges de 16 mio, soit à un total de 30,3 mio.

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques représentent 96,8 mio soit 2,3 mio ou 2,4% de plus qu'au budget 2012.

Les dédommagements à des collectivités publiques sont constitués essentiellement de :

- 44,3 mio de contributions à la HES-SO/S2;
- 36 mio de contributions aux universités;
- 9,1 mio de contributions hors canton pour la formation professionnelle et agricole;
- 2,2 mio de ristournes du franc du paysage, à la Confédération et aux communes;
- 1,8 mio de ristournes à la Confédération pour les documents d'identité.

Subventions accordées

L'Etat du Valais prévoit de verser 1,2 milliard au titre de subventions sans caractère d'investissement, en augmentation de 79,5 mio par rapport au budget 2012.

Le budget 2013 comprend 14,4 mio d'aides financières pour la fusion des futures communes de Naters, Turtmann/Unterems, Loèche, Sion et St-Maurice. En enlevant l'influence de ces charges uniques intégralement financées par un prélèvement sur le fonds de financement spécial, l'évolution du budget 2013, par rapport au budget 2012, représente 65,1 mio ou 5,8%.

zurück. Die Zunahme dieser Steuererträge bringt also eine Zunahme der Ausgaben im Kapitel der Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung mit sich.

Der Härteausgleich des interkantonalen Finanzausgleichs wird ebenfalls bei den Anteilen und Beiträgen ohne Zweckbindung verbucht (4,6 Mio., gleich wie im Budget 2012), ebenso die Beträge an die Gemeinden im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs.

Die Beträge an die Gemeinden im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs betragen 55 Mio. Franken und sind im Vergleich zum Budget 2012 (erstes Jahr der Inkraftsetzung des neuen Ausgleichssystems) um 1,1 Mio. Franken oder 2% angestiegen. Sie werden in Höhe von 32,2 Mio. Franken für den Ressourcenausgleich, 16 Mio. Franken für den Lastenausgleich und 6,7 Mio. Franken für die Härtefälle (NFA II) entrichtet.

Der interkommunale Finanzausgleich wird zu 21,4 Mio. Franken durch die Beiträge der ressourcenstarken Gemeinden finanziert. Der Kanton beteiligt sich über den vertikalen Ausgleich in Höhe von 14,2 Mio. Franken sowie an der gesamten Finanzierung des Lastenausgleichs in Höhe von 16 Mio. Franken, d.h. mit insgesamt 30,3 Mio. Franken.

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 96,8 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 2,3 Mio. Franken oder um 2,4% entspricht.

Die Entschädigungen an Gemeinwesen bestehen im Wesentlichen aus :

- 44,3 Mio. für die HES-SO/S2;
- 36 Mio. für die Universitäten;
- 9,1 Mio. für die Berufsbildung sowie die landwirtschaftliche Ausbildung ausserhalb des Kantons;
- 2,2 Mio. für die Rückvergütung des Landschaftsrappens an den Bund und die Gemeinden;
- 1,8 Mio. für die Rückvergütung an den Bund für Ausweispapiere.

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis sieht bei den Beiträgen ohne Investitionscharakter vor, 1,2 Mrd. Franken ausbezahlen. Dies bedeutet im Vergleich zum Budget 2012 eine Zunahme um 79,5 Mio. Franken.

Das Budget 2013 umfasst 14,4 Mio. Franken Finanzhilfen für die Fusionen der künftigen Gemeinden Naters, Turtmann-Unterems, Leuk, Sitten und St-Maurice. Lässt man diese einmaligen Aufwände, die vollständig über eine Entnahme aus dem Spezialfinanzierungsfonds finanziert werden, ausser Acht, beträgt die Entwicklung des Budgets 2013 gegenüber dem Budget 2012 65,1 Mio. Franken oder 5,8%.

La budgétisation des subventions accordées en 2013 prend en compte la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II), à l'exception du financement des soins de longue durée, pour lequel le décret concernant le financement des soins de longue durée du 5 mai 2010 reste en vigueur dans l'attente du traitement du référendum déposé en décembre 2011.

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

L'augmentation entre les budgets 2012 et 2013 provient principalement du domaine de la santé (+45,5 mios). La subvention en faveur des EMS et CMS est budgétisée à 96,5 mios, soit 28,7 mios de plus que le budget précédent, car le budget 2013 a été construit en tenant compte du dépôt du référendum concernant le financement des soins de longue durée, alors que le budget 2012 prenait en compte le nouveau mode de financement RPT II. Le solde de l'augmentation des coûts de la santé concerne le financement des hospitalisations (+8,9 mios), les subventions des assurés économiquement modestes des caisses-maladie (+5,7 mios) et les subventions d'exploitation de l'OCVS (+1,7 mio).

Le domaine de l'économie publique connaît une forte croissance de 15,4% ou 5,9 mios. Cette augmentation est liée au projet Valais/Wallis Promotion pour lequel une subvention de 10 mios a été prévue au budget 2013.

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 121,1 mios, en augmentation de 0,6 mio ou 0,5%. L'ensemble de ces subventions ne sont dans les faits que des transferts. Les fonds proviennent de la Confédération ou des cantons et sont destinés pour le 90% aux paiements directs à l'agriculture (108,5 mios). Les autres subventions sont destinées à la formation tertiaire, la jeunesse et le sport.

Attributions aux fonds spéciaux de financement

Les attributions aux fonds spéciaux de financement de 45,2 mios sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements). Cette variation nette conduit à une augmentation des fonds réservés de 4,4 mios au budget 2013 contre 9,4 mios au budget 2012.

L'écart principal par rapport au budget 2012 concerne le fonds de fusions des communes. Un prélèvement de 14,4 mios est prévu en 2013 pour les fusions des communes de Naters, Turtmann/Unterems, Loèche, Sion et St-Maurice. Compte tenu de l'attribution budgétaire de 2 mios, la variation nette du fonds correspond à une réduction de 12,4 mios.

Die Budgetierung der eigenen Beiträge 2013 berücksichtigt die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II), mit Ausnahme der Finanzierung der Langzeitpflege, für die das Dekret über die Finanzierung der Langzeitpflege vom 5. Mai 2010 in Erwartung der Behandlung des im Dezember 2011 ergriffenen Referendums in Kraft bleibt.

Die Aufteilung der eigenen Beiträge nach Bereichen findet sich in Anhang 3.

Die Zunahme zwischen den Budgets 2012 und 2013 ist hauptsächlich auf das Gesundheitswesen zurückzuführen (+45,5 Mio.). Die Subventionen an die APH und SMZ sind mit 96,5 Mio. Franken voranschlagt, d.h. 28,7 Mio. Franken mehr als im Budget 2012, da das Budget 2013 unter Berücksichtigung des Referendums betreffend die Finanzierung der Langzeitpflege erstellt worden war, während das Budget 2012 den neuen Finanzierungsmodus NFA II berücksichtigt hatte. Der Rest der Zunahme der Gesundheitskosten betrifft die Finanzierung der Hospitalisierungen (+8,9 Mio.), die Verbilligung der Krankenkassenprämien für Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen (+5,7 Mio.) und die Betriebssubventionen für die KWRO (+1,7 Mio.).

Der Bereich Volkswirtschaft hat um 15,4% oder 5,9 Mio. Franken zugenommen. Diese Zunahme steht mit dem Projekt Valais/Wallis Promotion in Verbindung, für das im Budget 2013 eine Subvention in Höhe von 10 Mio. Franken vorgesehen wird.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 121,1 Mio. Franken, was einer Zunahme um 0,6 Mio. Franken oder um 0,5% entspricht. Die Gesamtheit dieser Beiträge sind in Wirklichkeit nur Transfers, wobei 90% dieser Beiträge die Direktzahlungen für die Landwirtschaft betreffen (108,5 Mio.). Die anderen Beiträge betreffen die tertiäre Bildung, die Jugend und den Sport.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die Einlagen in Spezialfinanzierungen in Höhe von 45,2 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen.

In Anhang 4 werden die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen) aufgezeigt. Diese Netto-Veränderungen führen zu einer Zunahme der Reservefonds um 4,4 Mio. Franken im Budget 2013, gegenüber 9,4 Mio. Franken im Budget 2012.

Die hauptsächliche Abweichung zum Budget 2012 betrifft den Fonds zur Förderung von Gemeindefusionen. Für die Fusionen der Gemeinden Naters, Turtmann-Unterems, Leuk, Sitten und St-Maurice ist für 2013 eine Entnahme von 14,4 Mio. Franken vorgesehen. Unter Berücksichtigung der Budgetzuweisung von 2 Mio. Franken entspricht die Netto-Veränderung des Fonds einer Abnahme um 12,4 Mio. Franken.

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2013 AUFTEILUNG 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'233.0	1'259.2	26.2	2.1%	42.6%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	40.5	68.3	27.8	68.6%	2.3%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	193.6	200.2	6.5	3.4%	6.8%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	685.6	692.1	6.5	0.9%	23.4%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	106.6	112.0	5.4	5.0%	3.8%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	438.7	460.5	21.8	5.0%	15.6%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	120.5	121.1	0.6	0.5%	4.1%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	18.6	40.8	22.2	119.5%	1.4%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'837.1	2'954.1	117.0	4.1%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,95 mrd, en augmentation de 117 mios par rapport au budget 2012.

81,6% du budget des revenus d'exploitation est constitué par les 3 catégories suivantes, à savoir : les impôts (42,6%), la part aux recettes et contributions sans affectation (23,4%) et les subventions acquises (15,6%). Les impôts ainsi que la part aux recettes et contributions sans affectation voient ensemble leur poids légèrement diminuer, passant de 67,6% à 66,1%, tandis que celui des subventions acquises se stabilise à près de 15,5%.

Au niveau des écarts par rapport au budget 2012, les principales variations, décrites ci-après, sont constatées au niveau des impôts (+26,2 mios), des patentes et concessions (+27,8 mios), des subventions acquises (+21,8 mios) et des prélèvements sur les financements spéciaux (+22,2 mios).

Impôts

Les recettes d'impôts atteignent 1,26 mrd, en augmentation de 26,2 mios ou 2,1% par rapport au budget 2012 (voir annexe 5).

L'écart de 26,2 mios s'explique notamment par l'évolution :

- des impôts sur le revenu et la fortune (816,0 mios; -2,0 mios) et les impôts sur le bénéfice et le capital (151,1 mios; +17,3 mios). Ces résultats tiennent compte de la révision fiscale acceptée, en 1ère lecture, par le Grand Conseil en mai 2012 qui introduit de nouveaux allègements fiscaux de 40 mios, dont 21,8 mios en 2013, mais également des perspec-

Der betriebliche Ertrag steigt gegenüber dem Budget 2012 um 117 Mio. auf 2,95 Mrd. Franken.

81,6% des budgetierten betrieblichen Ertrags setzen sich aus den folgenden 3 Kategorien zusammen: Steuern (42,6%), Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (23,4%) und Beiträge für die eigene Rechnung (15,6%). Die Steuern sowie die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung nehmen leicht ab, und zwar von 67,6% auf 66,1%, während die Beiträge für die eigene Rechnung bei ungefähr 15,5% stabil bleiben.

Die grössten Abweichungen zum Budget 2012, die nachfolgend erläutert werden, betreffen die Steuern (+26,2 Mio.), die Patente und Konzessionen (+27,8 Mio.), die Beiträge für die eigene Rechnung (21,8 Mio.) und die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (+22,2 Mio.).

Steuern

Die Steuererträge betragen 1,26 Mrd., was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 26,2 Mio. oder um 2,1% entspricht (siehe Anhang 5).

Die Differenz von 26,2 Mio. ist vor allem zurückzuführen auf die Entwicklung :

- der Einkommens- und Vermögenssteuer (816,0 Mio.; -2,0 Mio.) und den Ertrags- und Kapitalsteuern (151,1 Mio.; +17,3 Mio.). Diese Ergebnisse berücksichtigen die in der ersten Lesung vom Grossen Rat im Mai 2012 gutgeheissene Steuerrevision, die neue Steuererleichterungen von 40 Mio., davon 21,8 Mio. im 2013 bringt. Ausserdem fliessen die guten

tives économiques favorables de ce printemps pour les années 2012 et 2013 et des résultats du compte 2011, qui se montent respectivement à 773,9 mios et à 147 mios pour ces deux catégories d'impôts;

- des impôts sur les gains en capital (45 mios; +4,5 mios) et des droits de mutation et de timbre (71,2 mios; +5,6 mios). L'évolution à la hausse de ces revenus s'explique avant tout par la prise en considération des résultats des précédents exercices, et, en particulier, ceux du compte 2011. Toutefois, le marché de l'immobilier étant entaché de fortes incertitudes, une certaine prudence quant à l'appréciation et à la détermination des montants à inscrire au budget 2013 a été voulue.

Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 68,3 mios, en augmentation de 27,8 mios ou 68,6% par rapport au budget 2012.

Cette augmentation s'explique principalement par l'inscription au projet de budget d'un montant de 26 mios au titre de la part cantonale au bénéfice BNS. Ce montant découle de la nouvelle convention entre le Département fédéral des finances (DFF) et la BNS, signée en novembre 2011. Cette dernière prévoit en effet la distribution d'un montant de 1 mrd de francs à la Confédération et aux cantons aussi longtemps que la réserve pour distributions futures ne devient pas négative après affectation du bénéfice. Ce montant peut être relevé si, après affectation du bénéfice, cette même réserve s'élève à plus de 10 mrds de francs.

Le compte de résultat 2011 de la BNS présente un résultat d'exercice de plus de 13 mrds de francs. Suite à l'affectation de ce résultat, la réserve pour distributions futures s'élève à 3,9 mrds de francs. Par son communiqué du 31 juillet 2012, la BNS annonce un bénéfice consolidé intermédiaire de 6,5 mrds de francs au premier semestre 2012. Malgré le fait que le résultat financier de la BNS reste très fluctuant et qu'aucune tendance définitive pour l'exercice en cours ne peut être arrêtée, au vu notamment de l'évolution de la somme du bilan de l'institution et de celle de ses placements en devises, ce résultat intermédiaire reste très réjouissant.

Contributions

Les contributions sont estimées à 200,2 mios au budget 2013, en augmentation de 6,5 mios ou 3,4% par rapport au budget 2012.

Les émoluments administratifs qui représentent près de 40% de l'ensemble des contributions augmentent de 4,4 mios de francs par rapport au budget 2012 (+5,9%). La prévision budgétaire des dédommagements de tiers, 2^e poste en termes d'importance, se stabilise à 42,2 mios.

Au niveau des autres postes, on note que les amendes présentent une évolution à la hausse de plus de 2,8 mios passant d'un montant de 11,8 mios au budget

Wirtschaftsprognosen dieses Frühjahrs für die Jahre 2012 und 2013 und die Ergebnisse der Rechnung 2011 ein, die sich für diese beiden Steuerkategorien auf 773,9 Mio. bzw. 147 Mio. belaufen.

- WeiterwerdendieVermögensgewinnsteuern(45Mio.; +4,5 Mio.) und die Vermögensverkehrssteuern (71,2 Mio.; +5,6 Mio.) miteinbezogen. Die Zunahme dieser Einnahmen ist vor allem auf die Berücksichtigung der Ergebnisse der Vorjahre und insbesondere auf das Ergebnis der Rechnung 2011 zurückzuführen. Der Immobilienmarkt ist dennoch von grossen Unsicherheiten gezeichnet, weshalb eine gewisse Vorsicht bei der Beurteilung und Bestimmung der Beträge im Budget 2013 angebracht ist.

Patente und Konzessionen

Die Erträge bei den Patenten und Konzessionen betragen 68,3 Mio., was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 27,8 Mio. oder um 68,6% entspricht.

Diese Zunahme ist vor allem auf die 26 Mio. im Budgetentwurf zurückzuführen, die aus dem kantonalen Anteil am Reingewinn der SNB stammen. Dieser Betrag hängt mit der neuen Vereinbarung zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) und der SNB zusammen, die im November 2011 unterzeichnet wurde. Diese sieht vor, dass ein Betrag von 1 Mrd. Franken an den Bund und die Kantone überwiesen wird, sofern nach Gewinnausschüttung eine positive Ausschüttungsreserve resultiert. Sollte diese Reserve 10 Mrd. Franken übersteigen, kann der Ausschüttungsbetrag erhöht werden.

Die Erfolgsrechnung 2011 der SNB weist ein Rechnungsergebnis von über 13 Mrd. Franken aus. Nach Zuweisung des Ergebnisses beträgt die künftige Ausschüttungsreserve 3,9 Mrd. Franken. In ihrer Medienmitteilung vom 31. Juli 2012 kündigt die SNB für das erste Halbjahr 2012 einen Konzerngewinn von 6,5 Mrd. Franken an. Obwohl das Finanzergebnis der SNB sehr schwankt und keine definitive Tendenz für das laufende Rechnungsjahr im Hinblick auf die Entwicklung der Bilanzsumme und der Devisenanlagen zeigt, ist das Zwischenergebnis dennoch erfreulich.

Entgelte

Die Entgelte werden 2013 mit 200,2 Mio. budgetiert, was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 6,5 Mio. oder um 3,4% entspricht.

Die Gebühren für Amtshandlungen, die rund 40% der gesamten Entgelte ausmachen, steigen gegenüber dem Budget 2012 um 4,4 Mio. Franken (+5,9%). Der zweitgrösste Posten, nämlich die Rückerstattungen Dritter, pendelt sich bei 42,2 Mio. ein.

Bei den anderen Positionen stellt man fest, dass die Bussen um mehr als 2,8 Mio. gestiegen sind, und zwar von 11,8 Mio. im Budget 2012 auf 14,6 Mio. im Budget

2012 à 14,6 mio en 2013, en particulier au Service cantonal des contributions et au Service administratif et juridique du DSSI. A contrario, les écolages et les ventes présentent respectivement des diminutions de 1,2 mio (-11,8%) et 0,4 mio (-3,6%).

Parts à des recettes / contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élevèrent à 692,1 mio, en augmentation de 6,5 mio ou 0,9% par rapport au budget 2012 (voir annexe 6). Derrière les impôts, cette catégorie de revenus est la 2ème la plus importante, représentant plus de 23% de l'ensemble des revenus d'exploitation.

La péréquation intercantonale (péréquation des ressources et compensation des charges géo-topographiques) avec 529 mio présente quasi les mêmes prévisions budgétaires que celles du budget 2012 établies à 528,7 mio de francs. A noter que, durant les premières années d'introduction de ce nouveau mécanisme de transferts financiers, la part cantonale augmentait en moyenne de près de 30 mio de francs chaque année, passant d'un montant de 441,1 mio au compte 2008 à 534 mio au compte 2011, alors que ce montant se stabilise aujourd'hui.

Les années de référence pour le calcul de la péréquation des ressources (456,6 mio pour le budget 2013) sont les années 2007, 2008 et 2009. Ces deux dernières années sont les premières de la crise économique et financière actuelle. Or, cette crise touche plus sensiblement les cantons à fort potentiel de ressources, ce qui a comme conséquence que la disparité en terme de ressources entre l'ensemble des cantons se réduit. A ce titre, l'indice de ressources (avant distribution des montants péréquatifs) du Canton du Valais s'établit à 68,7 points en 2013, alors qu'il était à 67,1 points en 2012 et 64,3 en 2011.

Quant à la compensation des charges, elle diminue légèrement passant de 73,2 mio en 2012 à 72,4 mio de francs en 2013. Cette évolution tient essentiellement à la diminution des montants à disposition du fonds de compensation des charges. Ce fonds est indexé au taux de renchérissement et comme ce dernier a été négatif (env. -1%) entre avril 2012 et avril 2013, le fonds a passé de 738 mio en 2012 à 730,2 mio de francs pour l'année 2013.

Les autres parts à des recettes et contributions sans affectation, qui représentent ensemble 163,1 mio, sont en augmentation suite notamment aux perspectives économiques actuelles. La part cantonale à l'impôt anticipé et la part cantonale à l'IFD par exemple augmentent respectivement de 2 mio et 4 mio de francs.

L'utilisation prévue de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP) est présentée dans les tableaux en annexe (voir annexe 7).

2013, vor allem bei der Kantonalen Steuerverwaltung und dem Verwaltungs- und Rechtsdienst des DSSI. Dagegen nehmen die Schulgelder und die Verkäufe um 1,2 Mio. (-11,8%) bzw. um 0,4 Mio. (-3,6%) ab.

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 692,1 Mio., was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 6,5 Mio. Franken oder um 0,9% entspricht (siehe Anhang 6). Nach den Steuern ist diese Kategorie bei den Erträgen die zweitgrösste, und macht mehr als 23% aller Betriebserträge aus.

Der interkantonale Finanzausgleich (Ressourcenausgleich und geotopografischer Lastenausgleich) ist mit 529 Mio. fast identisch mit den im Budget 2012 veranschlagten 528,7 Mio. Franken. Es gilt zu beachten, dass in den Einführungsjahren dieses neuen Geldtransfermechanismus der Kantonsanteil durchschnittlich um mehr als 30 Mio. Franken jährlich stieg, und zwar von 441,1 Mio. in der Rechnung 2008 auf 534 Mio. in der Rechnung 2011, wobei sich dieser Betrag nun eingependelt hat.

Für die Berechnung des Ressourcenausgleichs (456,6 Mio. budgetiert für 2013) dienten 2007, 2008 und 2009 als Referenzjahre. Die beiden letzten Jahre sind die ersten der derzeitigen Wirtschafts- und Finanzkrise. Diese Krise trifft die ressourcenstarken Kantone härter, was dazu führt, dass die Disparität punkto Ressourcen zwischen den Kantonen abnimmt. Daher ist der Ressourcenindex (vor Verteilung der Ausgleichsbeträge) des Kantons Wallis für das Jahr 2013 bei 68,7 Punkten festgesetzt, während er 2012 bei 67,1 Punkten und 2011 bei 64,3 Punkten lag.

Der Lastenausgleich seinerseits nimmt leicht ab, und zwar von 73,2 Mio. im Jahr 2012 auf 72,4 Mio. Franken im Jahr 2013. Diese Entwicklung ist hauptsächlich auf den Rückgang der verfügbaren Mittel im Lastenausgleichsfonds zurückzuführen. Da der Fonds auf dem Teuerungssatz basiert und dieser zwischen April 2012 und April 2013 negativ war (ca. -1%), schrumpft der Fonds von 738 Mio. im Jahr 2012 auf 730,2 Mio. Franken im Jahr 2013.

Die übrigen Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 163,1 Mio. und steigen aufgrund der aktuellen Wirtschaftsprognosen. Der Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer und der DB steigen beispielsweise um 2 bzw. 4 Mio. Franken.

Die vorgesehene Verwendung der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA) geht aus der Tabelle im Anhang 7 hervor.

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 112 mios, en augmentation de 5,4 mios ou 5% par rapport au budget 2012.

Ils proviennent de la Confédération (23,7%), des communes (22,4%) et des cantons (53,9%).

Les dédommagements de la Confédération se montent à 26,6 mios (+1,4 mio). Cette différence s'explique principalement par l'augmentation des contributions fédérales relevant du domaine de l'aide sociale (+1,5 mio).

Les dédommagements des communes s'élèvent à 25 mios, en augmentation de 3,3 mios. Les raisons de cette évolution à la hausse sont les suivantes :

- comme mentionné au préalable, le projet de budget 2013 prend en compte les taux de subventionnement de la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle du 8 avril 2004 actuellement en vigueur, à savoir un taux de 37% à charge des communes. De ce fait, les dédommagements des communes dans le domaine du social augmentent de 2,3 mios;
- le projet de budget 2013 ne tient plus compte de l'avance cantonale faite pour le remboursement des déplacements aux apprentis prévue dans le budget 2012 (-1,5 mio);
- enfin, le Service des routes et des cours d'eau prévoit une augmentation des dédommagements des communes pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier cantonal (+2 mios).

Les dédommagements des cantons sont constitués pour la majeure partie des dédommagements des hautes écoles spécialisées, HES-SO et HES-S2 (51,7 mios) destinés à la HEVs pour 32,5 mios, à la HEVs2 pour 16,4 mios et à l'ECAV pour 2,8 mios. Les autres dédommagements des cantons de 8,7 mios sont destinés pour l'essentiel aux frais de détention. Ces derniers sont en augmentation et expliquent l'essentiel de la variation à la hausse des dédommagements des cantons de 1,1 mio.

Subventions acquises

Les subventions acquises se montent à 460,5 mios soit 21,8 mios ou 5% de plus qu'au budget 2012 (voir annexe 8).

La prise en compte du référendum déposé contre la loi sur les soins de longue durée du 14 septembre 2011 a comme conséquence :

- une évolution à la hausse, en sus des augmentations annuelles, de la participation des communes aux charges liées à l'action sociale et aux assurances sociales, les taux appliqués à charge des communes, passant de 30% à 37% (+12,2 mios);
- aucune variation significative n'est prévue pour le domaine de la santé. Les impacts de la non-entrée

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 112 Mio., was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 5,4 Mio. oder um 5% entspricht.

Sie stammen von Bund (23,7%), Gemeinden (22,4%) und Kantonen (53,9%).

Die Rückerstattungen des Bundes betragen 26,6 Mio. (+1,4 Mio.). Diese Differenz hängt hauptsächlich mit der Erhöhung der Bundesbeiträge für den Bereich Sozialhilfe (+1,5 Mio.) zusammen.

Die Rückerstattungen der Gemeinden belaufen sich auf 25 Mio., was einer Zunahme um 3,3 Mio. entspricht. Diese Zunahme hat folgende Gründe :

- Wie vorgängig erwähnt, berücksichtigt der Budgetentwurf 2013 die Beitragssätze des geltenden Gesetzes vom 8. April 2004 über die Harmonisierung der Finanzen der Sozialsysteme sowie der Systeme für die soziale und berufliche Eingliederung, die derzeit bei 37% liegen und zu Lasten der Gemeinden gehen. Deshalb steigen die Rückerstattungen der Gemeinden im Sozialbereich um 2,3 Mio.;
- Die Vorauszahlung des Kantons für die Rückerstattungen der Transporte der Lernenden, die im Budget 2012 noch voranschlagt wurden, sind im Entwurf des Budgets 2013 nicht mehr enthalten (-1,5 Mio.);
- Die Dienststelle für Strassen- und Flussbau sieht eine Erhöhung der Rückerstattungen der Gemeinden für den Unterhalt und den Betrieb des Kantonalstrassennetzes eine Zunahme vor (+2 Mio.).

Die Entschädigungen der Kantone setzen sich hauptsächlich aus den Rückerstattungen der Fachhochschulen, HES-SO und HES-S2 (51,7 Mio.) zusammen, wovon 32,5 Mio. für die HEVs, 16,4 Mio. für die HEVs2 und 2,8 Mio. für die ECAV vorgesehen sind. Die anderen Rückerstattungen der Kantone von 8,7 Mio. hängen vor allem mit den Kosten für die Haftanstalten zusammen. Diese nehmen zu und sind der Hauptgrund für die um 1,1 Mio. höheren Rückerstattungen der Kantone.

Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 460,5 Mio., was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 21,8 Mio. oder um 5% entspricht (siehe Anhang 8).

Die Berücksichtigung des gegen das Gesetz über die Langzeitpflege vom 14. September 2011 eingereichten Referendums hat folgende Auswirkungen :

- zusätzlich zum jährlichen Anstieg nimmt die Beteiligung der Gemeinden beim Sozialwesen und den Sozialversicherungen zu, und zwar steigt der auf die Gemeinden angewendete Satz von 30% auf 37% (+12,2 Mio.);
- keine bedeutende Veränderung ist im Gesundheitsbereich geplant. Das Nichtinkrafttreten dieser

en vigueur de ces objets législatifs se reflètent en fait uniquement au niveau de la rubrique 36 «subventions sans caractère d'investissement», avec une augmentation des subventions, à charge du canton (voir annexe 3).

Enfin, une augmentation de 3,3 mios de la participation des communes est également prévue au niveau du Service de l'enseignement pour le traitement du personnel enseignant.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer se montent à 121,1 mios, en augmentation de 0,6 mio ou 0,5% par rapport au budget 2012.

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 115,6 mios, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture. Les cantons versent également des subventions à redistribuer pour 5,5 mios pour la formation tertiaire.

Prélèvements sur les fonds spéciaux de financement

Les prélèvements sur les fonds spéciaux de financement de 40,8 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 de la LGCAF. L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements).

Comme variations importantes, on note notamment :

- un prélèvement de 14,4 mios au fonds de fusion pour l'aide financière apportée aux futures communes de Naters, Turtmann/Unterems, Loèche, Sion et St-Maurice;
- un prélèvement de 5,2 mios au fonds RPLP;
- un prélèvement de 5 mios au fonds d'encouragement pour les programmes de promotion énergétique dans le domaine des bâtiments et autres.

gesetzlichen Ziele wirkt sich einzig auf die Rubrik 36 «Beiträge ohne Investitionscharakter» aus, und zwar mit einer Zunahme der Beiträge zu Lasten des Kantons (siehe Anhang 3).

Bei der Beteiligung der Gemeinden ist ebenfalls eine Zunahme von 3,3 Mio. bei der Dienststelle für Unterrichtswesen vorgesehen, nämlich bei den Gehältern des Lehrpersonals.

Durchlaufende Beiträge

Die Durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 121,1 Mio., was im Vergleich zum Budget 2012 einer Zunahme um 0,6 Mio. oder um 0,5% entspricht.

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 115,6 Mio. stammen vom Bund, vor allem für die Direktzahlungen zu Gunsten der Landwirtschaft. Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge in Höhe von 5,5 Mio.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen in der Höhe von 40,8 Mio. werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen. Anhang 4 zeigt die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen).

Die grössten Veränderungen betreffen :

- eine Entnahme von 14,4 Mio. aus dem Fonds für Gemeindefusionen für die finanzielle Unterstützung der künftigen Gemeinden von Naters, Turtmann-Unterems, Leuk, Sitten und St-Maurice;
- eine Entnahme von 5,2 Mio. aus dem LSVA-Fonds;
- eine Entnahme von 5 Mio. aus dem Fonds für Energieförderungsprogramme im Gebäudebereich.

Charges et revenus financiers

Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières				Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	36.6	35.6	-1.1	32 Passivzinsen
Revenus financiers				Finanzertrag
42 Revenus des biens	51.5	53.1	1.6	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	14.9	17.5	2.6	Ergebnis aus Finanzierung

Charges financières

Les charges financières, ou intérêts passifs, s'élèvent à 35,6 mios, en diminution de 1,1 mio par rapport au budget 2012.

La diminution principale provient des intérêts sur les dettes à moyen et long terme (-0,8 mio). Elle est liée au remboursement d'emprunts effectué au moyen des excédents de financement réalisés ces dernières années.

Les autres intérêts passifs sont aussi en diminution (-0,5 mio) liée aux intérêts rémunératoires accordés aux contribuables s'étant acquittés de leurs impôts à l'avance.

Dans les intérêts à court terme, l'augmentation de 0,2 mio est liée aux besoins temporaires de liquidités pour assurer le fonds de roulement de l'Etat.

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 53,1 mios, en augmentation de 1,6 mio ou de 3% par rapport au budget 2012.

L'augmentation des revenus des biens provient notamment de l'augmentation des placements et de leurs revenus ainsi que de nouvelles locations.

Finanzaufwand

Der Finanzaufwand (Passivzinsen) beträgt 35,6 Mio., was im Vergleich zum Budget 2012 eine Abnahme um 1,1 Mio. darstellt.

Die grösste Abnahme ist bei den Zinsen für mittel- und langfristige Schulden auszumachen (-0,8 Mio.). Sie ist auf die Rückzahlungen von Anleihen über Finanzierungsüberschüsse zurückzuführen, die in den vergangenen Jahren erzielt wurden.

Die übrigen Passivzinsen sind ebenfalls rückläufig (-0,5 Mio.) und sind auf die Vergütungszinsen für die Steuervorauszahlungen der Steuerpflichtigen zurückzuführen.

Die Zunahme bei den Zinsen für kurzfristige Schulden von 0,2 Mio. hängt mit den temporären Bedürfnissen zur Finanzierung des Umlaufvermögens zusammen, das die Liquidität des Staates gewährleistet.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 53,1 Mio., was gegenüber dem Budget 2012 eine Zunahme um 1,6 Mio. oder um 3% bedeutet.

Die Zunahme bei den Vermögenserträgen ist hauptsächlich auf die Zunahme der Kapitalanlagen und deren Erträge zurückzuführen sowie auf neue Mieterträge.

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentliche Aufwände und Erträge

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires				Ausserordentliche Aufwände
33 Amort. du patrimoine administratif	24.7	23.7	-1.0	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	-	-	-	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des inv. ²	-	-	-	38 Einlagen Vorfinanz. von Investitionen ²
Revenus extraordinaires				Ausserordentliche Erträge
48 Prélèvement s/financements spéciaux ¹	10.0	-	-10.0	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvement s/préfinancement des inv. ²	-	-	-	48 Entnahmen Vorfinanz. von Investitionen ²
Résultat d'activités extraordinaires	-14.7	-23.7	-9.0	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22

Charges extraordinaires

Les charges extraordinaires sont constituées des amortissements supplémentaires du patrimoine administratif de 23,7 mios.

Les prêts conditionnellement remboursables accordés durant l'année sont intégralement provisionnés, ce qui représente un montant de 8,7 mios.

Le compte de fonctionnement présentant un excédent de revenus, des amortissements supplémentaires pour 15 mios sont prévus sur les participations aux investissements de tiers. Le montant définitif sera déterminé au moment de la clôture du compte, en considérant également les recommandations du nouveau modèle de compte harmonisé (MCH2).

Revenus extraordinaires

Aucun prélèvement extraordinaire n'est prévu au budget 2013. Le budget 2012 prévoyait la dissolution du fonds de soutien à l'économie, le décret de 2009 y relatif arrivant à échéance.

Ausserordentliche Aufwände

Die ausserordentlichen Aufwände betreffen die zusätzlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 23,7 Mio.

Die während des Jahres gewährten bedingt rückzahlbaren Darlehen werden vollständig wertberichtigt, was einen Betrag von 8,7 Mio. darstellt.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertragsüberschuss auf. Es sind zusätzliche Abschreibungen von 15 Mio. auf den Beteiligungen an Investitionen Dritter vorgesehen. Der definitive Betrag wird bei Abschluss der Rechnung bestimmt, wobei die Empfehlungen des neuen harmonisierten Rechnungsmodells (HRM2) berücksichtigt werden.

Ausserordentliche Erträge

Das Budget 2013 sieht keine ausserordentliche Entnahme vor. Im Vorjahresbudget war die Auflösung des Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft eingeplant, weil das entsprechende Dekret von 2009 auslief.

Compte d'investissement

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	108.1	99.1	95.1	-4.0	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	113.2	79.7	80.9	1.2	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	6.7	3.8	1.1	-2.7	Darlehen und dauernde Beteiligungen
Dépenses	532.2	540.9	497.0	-43.9	Ausgaben
50 Investissements propres	307.7	364.9	317.0	-47.9	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	51.2	45.3	43.0	-2.3	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	149.5	112.5	115.0	2.5	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.8	18.3	22.0	3.8	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	304.1	358.2	319.9	-38.4	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.4	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	44.5	41.5	41.9	0.4	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.4	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	235.0	298.3	255.8	-42.5	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.8	18.3	22.0	3.8	67 Durchlaufende Beiträge
Investissement nets	228.0	182.7	177.1	-5.6	Netto-Investitionen

Le volume des investissements nets atteint 177,1 mios, en diminution de 5,6 mios ou 3% par rapport au budget 2012.

La planification pluriannuelle 2012-2015 prévoyait un volume net de 160 mios. Le budget 2013 est supérieur de 17,1 mios à cette planification, la marge d'autofinancement du budget 2013 étant meilleure que celle planifiée en 2012. A relever que le subventionnement des investissements dans le domaine hospitalier, budgétisé à 25 mios et inclus dans les forfaits DRG, s'inscrit en plus de ce montant. Ainsi, le Gouvernement maintient son soutien à l'économie et l'emploi par un haut niveau d'investissement, même si le rythme semble moins soutenu que lors du budget 2012 ou du compte 2011. Rappelons également que l'Etat poursuivra en 2013, en sus du budget, la réalisation des investissements déjà préfinancés à hauteur de 45,6 mios à fin 2011.

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 497 mios, soit 43,9 mios ou 8,1% de moins que le budget 2012. Ce volume est cependant supérieur à l'investissement brut moyen de ces 6 dernières années de 486,8 mios.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 9, 10 et 11). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 177,1 Mio., was gegenüber dem Budget 2012 einer Abnahme um 5,6 Mio. oder um 3% entspricht.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2012-2015 sieht ein Nettovolumen von 160 Mio. vor. Das Budget 2013 liegt 17,1 Mio. höher als diese Planung, da der Selbstfinanzierungsgrad des Budgets 2013 besser ist als derjenige von 2012. Es gilt festzuhalten, dass die Spitalinvestitionsbeiträge, die mit 25 Mio. budgetiert und in den Fallpauschalen DRG inbegriffen sind, zu diesem Betrag hinzukommen. Die Regierung unterstützt so die Wirtschaft und die Beschäftigung weiterhin mit hohen Investitionen, selbst wenn der Beitrag im Vergleich zum Budget 2012 oder zur Rechnung 2011 etwas weniger hoch zu sein scheint. Zusätzlich zum Budget möchte der Staat auch 2013 die bereits Ende 2011 vorfinanzierten Investitionen in Höhe von 45,6 Mio. umsetzen.

Die Brutto-Investitionen betragen 497 Mio., d.h. 43,9 Mio. oder 8,1% weniger als 2012 budgetiert. Dieses Volumen liegt dennoch über den durchschnittlichen Investitionen von 486,8 Mio. der letzten 6 Jahre.

Die Tabellen im Anhang präsentieren die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhänge 9, 10 und 11). Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

Investissements de l'Etat

Les investissements propres de l'Etat sont budgétisés à 95,1 mios nets pour 2013, ce qui représente 4 mios de moins que le budget 2012 (voir annexe 9).

La diminution provient des autres investissements (-3,2 mios nets), essentiellement en lien avec l'avancement du projet Polycom.

Les investissements que l'Etat projette pour 2013, représentent des dépenses brutes de 317 mios, soit 47,9 mios de moins qu'au budget 2012. Ce volume de travaux est toutefois supérieur au dernier volume de travaux réalisé au compte 2011 de 307,7 mios (+3%) et s'approche des volumes 2010 et 2009, respectivement de 324 mios et 321,4 mios.

Les investissements bruts de l'Etat sont constitués pour 55% de travaux sur les routes nationales et 22% de travaux sur les routes cantonales. Les investissements en bâtiments représentent 8% des investissements bruts. Cette répartition correspond à celle du budget précédent.

Dans la catégorie «Autres investissements», d'un volume brut de 14,4 mios et net de 11,3 mios, se trouvent la poursuite du projet Polycom (8 mios en brut), du projet d'informatisation du Service cantonal des contributions SCC2015 (2 mios), du projet d'informatisation des registres fonciers «RF2020» (2 mios) et du projet de Parlement sans papier (0,3 mio).

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 80,9 mios, soit 1,2 mio de plus que le budget 2012 (voir annexe 10).

En brut, l'Etat du Valais prévoit de verser 137 mios à des tiers en tant que participations à leurs frais d'investissement. Le domaine principal est l'aménagement et environnement qui, avec un total de 67,5 mios de montant brut, représente la moitié des subventions versées et qui reste stable par rapport au budget 2012.

L'augmentation par rapport au budget 2012 (+6,3 mios ou 4,8% en brut) provient principalement du secteur de l'énergie. Un montant de 3,8 mios est nouvellement budgétisé au titre de subventions fédérales redistribuées pour le programme d'assainissement énergétique de l'enveloppe des bâtiments. Ce montant, ajouté au programme cantonal d'encouragement de 5 mios, conduit à une budgétisation totale de 8,8 mios pour l'énergie.

Le budget 2013 est inférieur au compte 2011, du fait que les montants 2013 ne comprennent plus les subventions aux investissements hospitaliers. Ces dernières sont intégrées dans le calcul du financement forfaitaire SwissDRG au niveau du fonctionnement.

Investitionen des Staates

2013 sieht der Staat für seine eigenen Investitionen 95,1 Mio. netto vor, d.h. 4 Mio. weniger als 2012 budgetiert (siehe Anhang 9).

Die Abnahme ist auf die anderen Investitionen (-3,2 Mio. netto) zurückzuführen, die hauptsächlich mit dem Fortschritt des Projekts Polycom zusammenhängen.

Die Investitionen, die der Staat für 2013 vorsieht, betragen 317 Mio. brutto, d.h. 47,9 Mio. weniger als 2012 budgetiert. Das Investitionsvolumen liegt jedoch höher als das in der Rechnung 2011 umgesetzte Investitionsvolumen von 307,7 Mio. (+3%) und nähert sich den Volumen von 2010 und 2009, d.h. 324 Mio. bzw. 321,4 Mio.

Die Bruttoinvestitionen des Staates setzen sich zu 55% aus den Arbeiten an den Nationalstrassen und zu 22% aus den Arbeiten an den Kantonsstrassen zusammen. Die Investitionen in Gebäude machen 8% der Bruttoinvestitionen aus. Diese Aufteilung entspricht derjenigen des Vorjahresbudgets.

Mit einem Bruttovolumen von 14,4 Mio. und einem Nettovolumen von 11,3 Mio. finden sich in der Kategorie «Andere Investitionen» die Fortführung des Projekts Polycom (8 Mio. brutto), das Informatikprojekt der Kantonalen Steuerverwaltung KSV-2015 (2 Mio.), das Projekt der Informatisierung der Grundbücher «GB 2020» (2 Mio.) und das Projekt Papierloses Parlament (0,3 Mio.).

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 80,9 Mio. netto, was gegenüber dem Budget 2012 einer Zunahme um 1,2 Mio. entspricht (siehe Anhang 10).

Der Staat plant 137 Mio. brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter. Mit total 67,5 Mio. brutto stellen die Raumplanung und die Umwelt den grössten Bereich dar, was der Hälfte aller bezahlten Beiträge entspricht und gegenüber dem Budget 2012 konstant bleibt.

Die Zunahme gegenüber dem Budget 2012 (+6,3 Mio. oder 4,8% brutto) betrifft hauptsächlich den Bereich Energie. 3,8 Mio. werden neu für die durchlaufenden Bundesbeiträge für das Gebäudeprogramm für Sanierungen der Gebäudehülle budgetiert. Mit diesem Betrag, der dem kantonalen Unterstützungsprogramm von 5 Mio. zugewiesen wird, erreicht das Budget für den Bereich Energie 8,8 Mio.

Das Budget 2013 liegt tiefer als die Rechnung 2011, weil in den Beträgen 2013 die Spitalinvestitionsbeiträge nicht mehr enthalten sind. Diese werden in der Laufenden Rechnung mit der Pauschalfinanzierung SwissDRG in die Berechnung integriert.

L'Etat du Valais escompte des recettes de 56,1 mios pour financer ces investissements de tiers. Les fonds proviennent pour 48,5 mios de la Confédération et s'inscrivent dans le cadre des conventions-programmes. Les autres financeurs sont les assureurs-incendie, pour 5,3 mios, et les communes, pour 2,1 mios.

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent au net 1,1 mio, en diminution de 2,7 mios par rapport au budget 2012 (voir annexe 11).

L'Etat prévoit de verser 43 mios d'aides sous forme de prêts (-2,3 mios par rapport au budget 2012) et d'encaisser 41,9 mios de remboursements (+0,4 mio par rapport au budget 2012).

La composition des prêts est similaire aux années précédentes. Plus de la moitié, soit 22,2 mios, est destinée à la nouvelle politique régionale et aux crédits LIM.

L'acquisition de participation de 1,3 mio concerne le domaine de l'énergie. Cette participation est financée par un prélèvement sur le fonds de rachat d'aménagements hydro-électriques.

Der Staat Wallis rechnet mit Erträgen von 56,1 Mio., um die Investitionen Dritter zu finanzieren. 48,5 Mio. dieser Mittel stammen vom Bund und hängen mit den Programmvereinbarungen zusammen. Die anderen Erträge stammen von den Brandschutzversicherungen (5,3 Mio.) und den Gemeinden (2,1 Mio.).

Darlehen und dauernde Beteiligungen

Die Darlehen und dauernden Beteiligungen belaufen sich auf netto 1,1 Mio., was im Vergleich zum Budget 2012 eine Abnahme um 2,7 Mio. darstellt (siehe Anhang 11).

Der Staat rechnet damit, 43 Mio. Hilfen in Form von Darlehen zu gewähren (-2,3 Mio. im Vergleich zum Budget 2012) und 41,9 Mio. Rückzahlungen einzukassieren (+0,4 Mio. mehr als 2012 budgetiert).

Die Darlehen setzen sich ähnlich wie in den Vorjahren zusammen. Mehr als die Hälfte, d.h. 22,2 Mio., ist für die neue Regionalpolitik und die IH-Darlehen bestimmt.

Im Energiebereich wurden 1,3 Mio. für den Erwerb einer Beteiligung eingeplant. Diese Beteiligung wird durch eine Entnahme aus dem Fonds zum Erwerb von Wasserkraftanlagen finanziert.

Décision

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;
vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Art. 1 Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2013 est approuvé. Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement et le financement.

Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'143'719'200 et les charges à 3'137'367'500 francs.
L'excédent de revenus présumé s'élève à 6'351'700 francs.

Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 496'993'400 francs et les recettes à 319'857'900 francs. Les investissements nets présumés s'élèvent à 177'135'500 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 177'135'500 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 177'836'400 francs.

L'excédent de financement s'élève à 700'900 francs.

Art. 5 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 let. d de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 22 août 2012.

La Présidente du Conseil d'Etat :
Esther Waeber-Kalbermatten
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Beschluss

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 und 3 der Kantonsverfassung ;
eingesehen die Artikel 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

Art. 1 Voranschlag der Verwaltungsrechnung

Der Voranschlag des Staates für das Jahr 2013 wird genehmigt.
Er umfasst den Voranschlag der Laufenden Rechnung, den Voranschlag der Investitionsrechnung und die Finanzierung.

Art. 2 Voranschlag der Laufenden Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'143'719'200 Franken und die Aufwände auf 3'137'367'500 Franken festgelegt.
Der Ertragsüberschuss beläuft sich auf 6'351'700 Franken.

Art. 3 Voranschlag der Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 496'993'400 Franken und die Einnahmen auf 319'857'900 Franken festgelegt.
Die Netto-Investitionen betragen 177'135'500 Franken.

Art. 4 Finanzierung

Die Netto-Investitionen betragen 177'135'500 Franken und sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 177'836'400 Franken beläuft.

Der Finanzierungsüberschuss beläuft sich auf 700'900 Franken.

Art. 5 Bewilligung zur Darlehensaufnahme

Der Staatsrat wird ermächtigt, die nötigen Mittel zur Erneuerung auslaufender Darlehen aufzunehmen.

Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Finanzdepartementes zur Beschaffung kurzfristiger Mittel gemäss Art. 34, Abs. 2, Buchstabe d des Gesetzes vom 24. Juni 1980 über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, den 22. August 2012.

Die Präsidentin des Staatsrates :
Esther Waeber-Kalbermatten
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Annexes / Anhänge

Annexe 1

Anhang 1

Charges de personnel par catégorie

Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	34.5	35.4	35.7	0.2	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.7	6.9	6.9	-	Präsidium
DFIS	44.4	46.0	46.9	0.8	DFIG
DSSI (sans la sécurité et La Castalie)	55.2	56.2	56.8	0.6	DSSI (ohne Sicherheit und La Castalie)
DECS (sans l'enseignement)	35.8	37.7	38.3	0.6	DEKS (ohne Unterrichtswesen)
DEET (sans l'école d'agriculture)	36.4	55.1	56.1	1.0	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	80.7	85.2	85.5	0.3	DVBU
Etablissement médico-social	22.8	-	-	-	Sozialmedizinische Institution
Sécurité	79.0	82.4	83.3	0.9	Sicherheit
Enseignement¹					Unterrichtswesen¹
Primaire et secondaire	106.1	418.5	425.0	6.5	Primar- und Sekundarschulen
Tertiaire	60.5	60.6	62.9	2.3	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	65.4	67.2	70.2	3.0	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	6.2	4.9	4.9	0.0	Landwirtschaftsschule
Divers	8.2	11.2	11.2	-	Verschiedenes
Total	641.9	967.5	983.6	16.1	Total

¹ y compris personnel administratif

¹ inkl. Verwaltungspersonal

Annexe 2

Anhang 2

Amortissements du patrimoine administratif

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

(EN MILLIONS DE FRANCS)	SOLDE AU SALDO PER 31.12.2013	¹ TAUX SATZ	² AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	9.0	5.0%	0.4	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	396.4	5.0%	21.1	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	101.4	20.0%	20.7	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	7.4	100.0%	7.4	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	173.9	20.0%	54.0	-	Tiefbauarbeiten
Parts aux investissements de tiers	197.9	20.0%	44.1	15.0	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes	-	100.0%	-	-	Dauernde Beteiligungen
Provision sur prêts conditionnellement remboursables	-	100.0%	-	8.7	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
Total	886.0		147.8	23.7	Total

¹ Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

² Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

¹ Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

² Inklusive Abschreibungen zu 100% der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

Subventions sans caractère d'investissement

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	324.6	119.0	122.6	3.6	Bildung
Ecoles primaires	106.0	2.2	2.4	0.3	Primarschulen
Cycles d'orientation	102.4	2.4	2.5	0.1	Orientierungsschulen
Enseignement secondaire	3.7	3.1	3.7	0.6	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	32.0	33.3	33.5	0.2	Sonderschulen
Formation tertiaire	39.0	40.1	44.4	4.3	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	21.4	16.5	14.3	-2.2	Berufsbildung
Coord. scolaire, échanges linguistiques	1.8	2.0	2.0	-	Schulkoordination, Sprachaustausch
Bourses d'études	18.4	19.3	19.7	0.4	Stipendien
Culture et loisirs	15.2	14.9	14.7	-0.1	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.8	4.5	4.1	-0.4	J&S und Sportfonds
Culture	10.5	10.4	10.6	0.3	Kultur
Santé	522.2	569.6	615.1	45.5	Gesundheit
Santé publique	337.1	376.3	416.1	39.8	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	184.2	192.3	198.0	5.7	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.0	-	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	278.6	274.2	282.5	8.4	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	85.7	91.3	91.0	-0.3	Sozialversicherungen
Action sociale	144.3	148.9	154.8	5.9	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	20.8	21.1	22.9	1.8	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	27.9	12.9	13.8	1.0	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Trafic	50.3	54.4	54.1	-0.3	Verkehr
Entreprises de transport	50.3	54.4	54.1	-0.3	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	12.1	12.2	11.7	-0.5	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	3.7	3.9	3.8	-0.1	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	8.4	8.3	7.9	-0.4	Wald und Landschaft
Economie publique	36.5	38.0	43.9	5.9	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	22.5	24.2	29.8	5.6	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	9.2	8.1	8.4	0.3	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	4.8	5.6	5.6	-	Wasserkraft
Finances	2.9	-	14.4	14.4	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	2.9	-	14.4	14.4	Sanierungen/ Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	54.4	42.9	45.4	2.6	Andere Beiträge
Subventions des loteries	26.8	26.7	27.5	0.8	Beiträge aus Lotterien
Intempéries octobre 2011	16.5	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	11.1	16.2	18.0	1.8	Andere
Total	1'296.9	1'125.0	1'204.5	79.5	Total

Annexe 4

Anhang 4

Fonds spéciaux de financements Attributions et prélèvements

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	43.4	0.2	0.1	-	Allgemeine Verwaltung
Caisse de prévoyance	43.2	-	-	-	Vorsorgekassen
Epizooties	0.1	0.2	0.1	-	Viehseuchen
Sécurité publique	0.5	-1.3	-1.0	0.3	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	0.5	-1.6	-1.1	0.5	Feuerpolizei
Protection civile	-	0.3	0.1	-0.2	Zivilschutz
Enseignement et formation	1.0	1.7	1.4	-0.3	Bildung
Formation professionnelle	1.0	1.7	1.4	-0.3	Berufsbildung
Culture et loisirs	-0.1	-0.4	0.1	0.4	Kultur und Freizeit
Sport	-0.1	-0.3	0.1	0.4	Sport
Culture	0.0	-0.1	-0.1	-	Kultur
Santé	-0.1	-0.5	-0.3	0.2	Gesundheit
Promotion santé et prévention	-0.1	-0.5	-0.3	0.2	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	2.2	1.0	1.5	0.6	Umwelt und Raumplanung
Entretien / correction des cours d'eau	2.2	-	-	-	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	-	1.0	1.5	0.6	Nicht versicherbare Elementarschäden
Economie publique	31.4	23.8	23.5	-0.2	Volkswirtschaft
Encouragement à l'économie	1.0	1.0	1.0	-	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	3.6	1.0	-	-1.0	Investitionshilfe
Emploi	0.7	-	-	-	Beschäftigung
Loteries	2.0	-	0.3	0.3	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	0.1	-	-0.1	-0.1	Hotellerie/ Restauration: Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	2.6	-	-	-	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	11.6	12.7	12.8	0.1	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	9.7	9.1	9.5	0.4	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
Finances	10.6	-	-20.9	-20.9	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	9.5	-	-5.2	-5.2	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	-0.8	2.0	-12.4	-14.4	Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	1.9	-2.0	-3.3	-1.3	Interkommunale Finanzausgleich
Divers	0.3	-0.6	-0.1	0.6	Übrige
Autres financements	48.6	-14.4	-	14.4	Andere Finanzierungen
Préfinancement investissements ¹	5.6	-	-	-	Vorfinanzierungen von Investitionen ¹
Fonds de soutien à l'économie	-6.0	-14.4	-	14.4	Unterstützung der Wirtschaft
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	49.0	-	-	-	Infrastrukturgrossprojekte des XXI. Jahrhunderts
Total	137.7	9.4	4.4	-5.0	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22

Annexe 5

Anhang 5

Impôts

Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	773.9	818.0	816.0	-2.0	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	147.0	133.7	151.1	17.3	Ertrags- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	16.0	16.0	16.0	-	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	48.3	40.5	45.0	4.5	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutation et de timbre	94.9	65.6	71.2	5.6	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	24.9	15.0	15.0	-	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	57.1	59.6	61.4	1.8	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	76.4	83.5	83.0	-0.5	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	0.2	1.0	0.5	-0.5	Steuerbussen
Total	1'238.7	1'233.0	1'259.2	26.2	Total

Annexe 6

Anhang 6

Parts à des recettes et contributions sans affectation

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	464.0	455.5	456.6	1.1	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	70.0	73.2	72.4	-0.8	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	32.1	31.9	32.4	0.5	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	19.1	16.3	18.3	2.0	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	65.3	66.0	70.0	4.0	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	39.5	40.3	39.8	-0.5	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.5	2.4	2.5	0.1	Andere Anteile und Beiträge
Total	692.6	685.6	692.1	6.5	Total

Annexe 7

Anhang 7

Répartition RPLP

Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2013	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION - VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Service des routes et des cours d'eau	5.0	70	27.9	8.3	24.0	-4.5	0.5	Dienststelle für Strassen- und Flussbau
Service de l'agriculture	2.6	10	4.0	1.9	2.8	-0.7	1.9	Dienststelle für Landwirtschaft
Service des transports	0.5	10	4.0	1.1	2.8	-	0.5	Dienststelle für Verkehr
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	2.5	2.25	0.9	0.4	0.5	-	2.5	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.5	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	5	2.0	2.0	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	10.6	100	39.8	14.8	30.2	-5.2	5.4	Total

¹ + : Attributions / - : Prélèvements

¹ + : Einlagen / - : Entnahmen

Subventions acquises

Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	197.8	204.5	206.0	1.5	Bund
Arsenal et casernes	2.9	2.8	2.9	0.1	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	2.2	2.3	2.2	-0.1	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	23.7	26.4	27.2	0.9	Berufsbildung
HEVs	2.5	2.3	2.3	-	HEVs
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	-	Stipendien
Assurance-maladie	82.5	86.3	86.2	-0.2	Krankenkassen
Assurances sociales	31.8	34.2	33.3	-0.8	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	-	-	-	-	Hilfe an Jugendliche
Economie	3.4	3.6	3.6	-	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	18.4	19.0	20.4	1.4	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.6	0.5	0.5	-	Landwirtschaft
Transports	2.2	2.3	2.4	0.1	Transportwesen
Routes nationales	8.2	10.4	10.4	-	Nationalstrassen
Rhône	-0.4	0.6	0.7	-	Rhone
Bâtiments	5.3	5.4	5.6	0.2	Gebäude
Forêts et paysage	3.6	3.9	3.5	-0.4	Wald und Landschaft
Intempéries octobre 2011	5.9	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	4.0	3.5	3.8	0.4	Andere
Cantons	1.4	1.3	1.1	-0.3	Kantone
Communes	101.9	216.7	234.5	17.8	Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	10.3	21.5	21.4	-0.1	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	-	110.7	114.0	3.3	Unterrichtswesen
Action sociale	33.4	28.8	37.0	8.2	Sozialwesen
Assurances sociales	18.9	16.3	20.3	4.0	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	1.5	3.7	3.6	-0.1	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	4.8	4.8	5.1	0.3	Beschäftigungsfonds
Transports	7.6	8.1	8.6	0.5	Transportwesen
Entretien des routes	17.3	20.1	21.3	1.2	Strassenunterhalt
Intempéries octobre 2011	5.5	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	2.6	2.8	3.2	0.5	Andere
Propres établissements	23.0	7.8	8.9	1.1	Eigene Anstalten
Castalie	13.7	-	-	-	La Castalie
Requérants d'asile	6.7	5.9	6.9	1.0	Asylbewerber
Autres	2.6	1.9	2.1	0.1	Andere
Autres subventions	11.1	8.3	10.1	1.7	Andere Beiträge
Police du feu	2.7	1.4	2.2	0.8	Feuerpolizei
Sport	4.1	3.7	4.0	0.3	Sport
Loteries	0.3	0.3	0.3	-	Lotterien
Autres	4.0	2.9	3.6	0.6	Andere
Total	335.2	438.7	460.5	21.8	Total

Annexe 9

Anhang 9

Investissements de l'Etat

Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	161.2	217.7	175.4	-42.3	A	Nationalstrassen
	R	154.8	209.5	168.0	-41.5	E	
	N	6.4	8.3	7.4	-0.9	N	
Routes cantonales	D	63.1	68.8	68.7	-0.2	A	Kantonsstrassen
	R	27.6	30.0	30.4	0.3	E	
	N	35.5	38.8	38.3	-0.5	N	
Rhône	D	16.5	18.4	17.2	-1.2	A	Rhone
	R	7.9	14.7	12.1	-2.6	E	
	N	8.6	3.7	5.1	1.3	N	
Immeubles	D	42.7	28.7	26.1	-2.5	A	Dienstgebäude
	R	7.8	7.5	6.0	-1.6	E	
	N	35.0	21.1	20.1	-1.0	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	12.0	14.7	15.3	0.6	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	1.5	2.0	2.4	0.4	E	
	N	10.5	12.6	12.8	0.2	N	
Autres investissements	D	12.2	16.6	14.4	-2.2	A	Andere Investitionen
	R	0.0	2.0	3.0	1.0	E	
	N	12.2	14.6	11.3	-3.2	N	
Total	D	307.7	364.9	317.0	-47.9	A	Total
	R	199.6	265.7	221.9	-43.9	E	
	N	108.1	99.1	95.1	-4.0	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Participations aux investissements de tiers

Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Sécurité publique						Oeffentliche Sicherheit	
Feu et protection civile	D	5.2	6.1	5.8	-0.3	A	Feuer- und Zivilschutz
	R	5.2	6.1	5.8	-0.3	E	
	N	-	-	-	-	N	
Enseignement et formation						Bildung	
	D	15.1	9.5	9.7	0.2	A	
	R	0.9	-	-	-	E	
	N	14.1	9.5	9.7	0.2	N	
Culture et loisirs						Kultur und Freizeit	
Bâtiments et biens culturels	D	2.2	2.4	2.6	0.1	A	Kulturelle Gebäude und Güter
	R	0.3	0.5	0.5	-	E	
	N	2.0	1.9	2.0	0.1	N	
Santé						Gesundheit	
Prévoyance sociale						Soziale Wohlfahrt	
Action sociale	D	7.2	5.2	5.3	0.1	A	Sozialwesen
	R	0.1	1.5	1.9	0.4	E	
	N	7.2	3.7	3.4	-0.3	N	
Aide à la jeunesse	D	0.2	0.3	1.5	1.2	A	Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.5	5.3	4.1	-1.2	A	Wohnbauförderung
	R	0.5	0.2	0.2	-	E	
	N	3.0	5.1	3.9	-1.2	N	
Mesures chômage	D	0.5	0.7	0.5	-0.1	A	Massnahmen Arbeitslosigkeit
	R	0.5	0.7	0.5	-0.1	E	
	N	-	-	-	-	N	
Trafic						Verkehr	
Entreprises de transport	D	2.1	3.2	3.4	0.3	A	Transportunternehmen
Aménagement et environnement						Umwelt und Raumplanung	
Aménagement du territoire	D	0.1	0.3	0.2	-0.2	A	Raumplanung
Abornements et mensurations	D	10.5	11.1	10.8	-0.3	A	Vermarkungen und Vermessungen
	R	10.0	10.0	10.0	-	E	
	N	0.5	1.1	0.8	-0.3	N	
Forêts	D	39.1	39.2	41.1	1.9	A	Wälder
	R	16.8	17.6	19.3	1.6	E	
	N	22.3	21.6	21.8	0.3	N	
Correction des torrents	D	17.1	10.3	8.8	-1.5	A	Korrektion der Wildbäche
	R	9.1	5.1	4.4	-0.7	E	
	N	8.0	5.2	4.4	-0.8	N	
Protection de l'environnement	D	8.1	6.2	6.6	0.4	A	Umweltschutz
	R	2.4	2.0	1.8	-0.2	E	
	N	5.6	4.2	4.8	0.6	N	
Economie publique						Volkswirtschaft	
Energie	D	11.5	4.7	8.8	4.1	A	Energie
	R	9.0	1.1	5.3	4.2	E	
	N	2.5	3.6	3.5	-0.1	N	
Promotion économique et touristique	D	-	0.2	0.2	-	A	Wirtschafts-/Tourismusförderung
Agriculture	D	14.4	14.9	16.2	1.3	A	Landwirtschaft
	R	5.3	6.1	6.3	0.3	E	
	N	9.1	8.9	9.9	1.0	N	
Total	D	173.3	130.7	137.0	6.3	A	Total
	R	60.1	51.0	56.1	5.1	E	
	N	113.2	79.7	80.9	1.2	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Prêts et participations permanentes

Darlehen und dauernde Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	BUDGET 2013	ECARTS DIFFERENZ 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Prêts						Darlehen	
Crédits LIM et NPR	D	23.7	22.2	22.2	-	A	IHG und NRP-Kredite
	R	23.0	21.4	21.4	-	E	
	N	0.6	0.8	0.8	-	N	
Crédits agricoles	D	9.2	6.1	5.3	-0.8	A	Agrarkredite
	R	9.4	8.9	9.5	0.6	E	
	N	-0.1	-2.8	-4.2	-1.3	N	
Prêts d'études	D	4.9	3.8	3.7	-0.1	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.0	9.2	9.0	-0.2	E	
	N	-3.1	-5.4	-5.3	0.1	N	
Prêts aux transports publics	D	10.6	10.1	9.5	-0.6	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	-	E	
	N	9.9	9.3	8.7	-0.6	N	
Crédits forestiers	D	1.5	1.7	1.0	-0.7	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-	E	
	N	0.4	0.4	-0.2	-0.7	N	
Prêts aux hôpitaux	D	-	-	-	-	A	Spitaldarlehen
	R	1.9	-	-	-	E	
	N	-1.9	-	-	-	N	
Autres prêts	D	0.3	-	-	-	A	Andere Darlehen
	R	0.2	-	-	-	E	
	N	0.1	-	-	-	N	
Participations permanentes						Beteiligungen	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	-	1.5	1.3	-0.2	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
	R	-	-	-	-	E	
	N	-	1.5	1.3	-0.2	N	
Autres participations	D	0.9	-	-	-	A	Andere Beteiligungen
	R	-	-	-	-	E	
	N	0.9	-	-	-	N	
Total	D	51.2	45.3	43.0	-2.3	A	Total
	R	44.5	41.5	41.9	0.4	E	
	N	6.7	3.8	1.1	-2.7	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances, des institutions
et de la santé

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé à partir
de l'adresse : www.vs.ch

Septembre 2012

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen, Institutionen
und Gesundheit

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der
Homepage www.vs.ch heruntergeladen werden.

September 2012



Imprimé sur papier cocoon 200 gm² et 120 gm² fabriqué à 100%
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m² und 120 g/m² Cocoon Papier,
hergestellt aus 100% tintenfreiem Altpapier.